

à la conclusion. Le 30 août un courrier emporte une lettre chiffrée de Beauharnais :

La conduite du prince de la Paix est criminelle vis-à-vis de son maître et de son bienfaiteur, elle est cruelle vis-à-vis de l'héritier présomptif. On veut faire passer le jeune prince tantôt pour impuissant et tantôt pour libertin. On fait courir le bruit qu'il est bête, faible, inhabile. Le peuple l'aime uniquement, voilà son tort vis-à-vis de la Reine et du généralissime.

J'ai des *raisons positives* pour assurer qu'il est droit, franc, religieux; il aurait même quelque caractère, s'il n'était pas affaibli par sa position. *Il sollicite à genoux* la protection de S. M. l'Empereur et Roi et ne veut accepter une épouse que de sa main.

Le jeune prince a toute confiance dans la générosité du héros qui nous gouverne : il fera absolument tout ce que voudra S. M. *Voilà ce que je puis assurer positivement.*

V. Exc. voudra bien garder cette lettre *pour elle seule*, c'est-à-dire sans être relatée dans les cartons des bureaux. Elle compromettrait le secret d'un jeune prince vertueux opprimé, qui a osé se confier à *ses risques et périls...* (1).

En ouvrant cette missive, M. de Champagny, prudent comme un homme qui vient d'arriver aux affaires, — il remplace Talleyrand aux Relations extérieures depuis le 12 août, — est d'abord demeuré fort intrigué; son embarras s'augmente des questions de l'Empereur auxquelles il ne peut faire de réponses précises; il veut y voir clair :

Votre lettre confidentielle renferme des choses très importantes, et tellement importantes qu'on peut regretter que vous ne les ayez pas présentées avec plus de détails et surtout que vous n'ayez pas fait connaître comment elles vous sont parvenues. Telle a été la réflexion de l'Empereur, lorsque j'ai eu l'honneur de l'en entretenir. Quels ont été vos rapports avec le jeune prince dont vous parlez? Quels sont les *raisons positives* que vous avez de le juger d'une certaine manière? *Il sollicite à genoux*, dites-vous, la protection de l'Empereur. Comment le savez-vous? Est-ce lui qui

(1) Beauharnais à Champagny, vol. 671, fol. 488.

vous l'a dit ou par qui vous l'a-t-il fait dire? Ces questions vous sont faites par l'Empereur et c'est lui qui a fait la réflexion que j'ai énoncée plus haut : qu'un ministre ne peut avoir de secrets pour son gouvernement. Je vous invite donc, d'une manière pressante, à entrer dans de grands détails sur cette importante communication... (1).

Le papier sur lequel furent tracés ces « grands détails » n'est plus, si jamais il y est entré, dans les cartons des archives (2); mais nous savons que M. de Beauharnais prononça alors tout bas, peut-être un peu embarrassé de son audace, le nom qu'il avait mis en avant : Mlle de la Pagerie. Il avait poussé cette idylle par procuration aussi loin qu'il lui était possible, offrant au prince un portrait de cette jeune « fiancée » et lui fournissant mille particularités sur ses mérites et ses charmes (3).

On a dit que l'Impératrice encourageait cette campagne matrimoniale en faveur de sa cousine germaine; le fait peut paraître vraisemblable, mais M. de Beauharnais était suffisamment fat pour avoir inventé ce beau projet à lui seul. Le bon sens de Napoléon ne prétendit pas couvrir ces jeux romanesques; acceptant l'idée d'une union qui eût donné à

(1) 9 septembre 1807, vol. 672, fol. 23.

(2) Beauharnais annonce à maintes reprises qu'il va répondre longuement avec « pièces à l'appui ». Mais les Archives des Affaires étrangères ne contiennent pas cette lettre qui serait si intéressante, bien qu'on ne constate pas de lacunes essentielles dans la série des dépêches politiques de l'ambassade de Madrid. — Au contraire les instructions ministérielles de Paris sont fort incomplètes.

(3) L'héroïne très innocente de ce roman : Marie-Rose-Françoise-Stéphanie Tascher de la Pagerie (fille de Robert Tascher de la Pagerie (1748-1806), lieutenant de vaisseau, et de Jeanne Leroux de la Chapelle), naquit à Fort-Royal en 1788, mourut à Paris le 26 octobre 1832. On lui fit épouser, très peu de temps après l'intrigue de Madrid, le 1^{er} février 1808, le prince Louis d'Arenberg; le mariage ayant été déclaré nul par des actes de 1816, 1817 et 1818, elle se remaria le 8 novembre 1819, avec Eugène, marquis de Chaumont Quitry. — Son frère, le colonel comte Tascher (1785-1816), devint le neveu du roi Joseph, en épousant Marie-Adèle Marseille Clary.

la France une influence particulière de l'autre côté des Pyrénées, il n'avait délégué personne pour choisir à sa place. Dans son esprit, il pensait de loin à la fille de Lucien : cette nièce Charlotte qui joua un rôle dans ses projets dynastiques à la fin de 1807. Il hésita à la marier au prince des Asturies, et même à épouser lui-même cette enfant de douze ans, du sang des Bonapartes (1). Ces combinaisons étranges furent conçues à Milan, où il reçut la demande matrimoniale de Ferdinand, et à Mantoue où il eut cette entrevue nocturne du 12 décembre dont Lucien sortit, après un entretien de six heures, refusant un trône pour ne pas divorcer avec Mme Joubertou. Il consentit seulement à diriger sur Paris auprès de « Madame mère », pour être façonnée aux manières impériales, « Lolotte » que ses espiègleries irrespectueuses firent assez promptement renvoyer en Italie au domicile paternel de Canino.

Peu soucieux d'une alliance avec les Bourbons, mais satisfait au fond d'une aventure dont l'ennui des avances lui était épargné, dont il se réservait à son gré la conclusion, l'Empereur affecta le silence et blâma sans autre explication son ambassadeur :

Faites connaître à M. de Beauharnais que je vois avec peine sa dépêche relative à ses correspondances avec les agents du prince royal; que cela m'a paru misérable; que ces intrigues sont indignes d'un ambassadeur; que cela n'est propre qu'à le jeter dans un ordre d'affaires qui le compromettra, et qu'il doit se garder de tous les pièges qui lui seront tendus, et où il tombera infailliblement (2).

M. de Beauharnais ne croyait certainement pas à sem-

(1) Frédéric MASSON, *Napoléon et sa famille*, t. IV, p. 52. — *Biographie des contemporains*, t. II, article « Lucien Bonaparte ». — Charlotte Bonaparte (1795-1865) était fille de Lucien et de Catherine Boyer. Elle épousa le prince romain Gabrielli.

(2) Fontainebleau, 7 octobre 1807. A Champagny. *Correspondance*, t. XVI.

blable catastrophe; quand il reçut cette missive de réprimande il possédait déjà la contre-partie, la lettre du prince des Asturies « écrite et signée de sa propre main et scellée de son sceau » qui, datée du 11 octobre, s'adressait directement à l'Empereur « héros envoyé de la Providence pour affermir les trônes ébranlés et rendre aux nations la paix et le bonheur ». S'épanchant dans son sein comme dans celui « du père le plus tendre », l'Infant disait nettement à S. M. Impériale « qu'il souhaitait l'honneur de s'allier à une princesse de son auguste famille »; il « implorait avec la plus grande confiance sa protection paternelle » et protestait ne vouloir épouser « quelque personne que ce soit » sans son consentement et approbation positive (1).

Ainsi armé, se préparant à recevoir bientôt mille félicitation dès qu'il aurait transmis à Fontainebleau une lettre si capitale et si décisive, jouissant à l'avance du succès de la campagne secrète qu'il menait depuis plusieurs mois, du crédit que lui vaudrait auprès de la cour d'Espagne cette alliance qui serait son ouvrage, un peu ému néanmoins de la façon dont l'Empereur apprécierait sa responsabilité, M. de Beauharnais continuait à se donner beaucoup de mouvement, multipliant les dépêches officielles, les missives particulières, les notes secrètes, affublant sa correspondance de noms de guerre, dans le choix desquels il croit se montrer prudent et habile, désignant, par exemple, le prince de la Paix par le sobriquet de « général Dujardin » (?) Il prenait décidément parti contre ce personnage « le plus inconséquent de toute l'Ibérie » et le dépeignait, sans mansuétude :

Craintif, timide, ignorant à l'excès, cupide au suprême degré, insatiable, possédant seul presque tout l'or des deux Espagnes. Il reçoit de toute main, vend toutes les charges, et son seul talent en administration est d'être profondément faux; incapable d'avoir

(1) *Appendices*, III.

un plan, il commence tout avec ardeur; mais une affaire qui survient lui fait oublier la première. — Souple, adroit, patelin, il ne peut être mené que par la crainte. Léger, indiscret, voluptueux, paresseux, ses principes sont de n'en pas avoir, son mobile est l'or et la fausseté sa politique.

Entraînée par son zèle, la plume de M. de Beauharnais trace de l'état des esprits et de la famille royale un tableau véhément :

Toute l'Espagne désire un autre ordre de choses; tout le monde souffre, patiente, espère que l'Empereur daignera s'occuper un jour de ce pays, pour remettre chaque chose à sa place. C'est une énigme pour chacun de comprendre comment un gouvernement sans gouvernant peut subsister et marcher, comment il peut se soutenir sans argent dans le trésor, sans crédit au dehors.

La partie saine de la nation espagnole lit avec plaisir le récit des nouvelles victoires de l'Empereur, parce qu'elle espère que sa position changera; mais ce n'est pas le sentiment du grand, ni l'attachement à la France qui sont les motifs de son sentiment. Le roi d'Espagne et le prince des Asturies *seuls* ont été charmés de la victoire de Friedland; leur joie était sincère. L'esprit de la reine et l'astuce du généralissime ont dirigé les sentiments d'exaltation dans le compliment adressé à l'ambassadeur de France.

Le roi d'Espagne est d'une vivacité qui va quelquefois jusqu'à la violence, mais il est bon, droit, franc, et n'imagine pas tout ce qui se passe autour de lui; il voit dans la reine une épouse chaste, une mère quelquefois sévère, mais toujours juste; dans les Infants des princes qui détestent un serviteur aussi fidèle que le prince de la Paix; dans le généralissime un administrateur étonnant.

La Reine a autant d'intrigue que d'esprit; subjuguée par ses faiblesses, elle dirige et se laisse diriger tour à tour; quand elle a besoin d'argent pour ses plaisirs *secrets*, le prince obtient les signatures dont il a besoin pour sa propre sûreté.

Le prince de la Paix prend ou achète son avis, quand il a fait des bévues, ce qui rend très réciproque et très égal le marché. — Le respect que l'Espagnol porte à ses souverains, mêlé à ses principes de religion, fait qu'il attend en silence.

Le prince des Asturies est généralement aimé ; il mérite d'être mieux connu. Il affecte de l'indifférence et une sorte de simplicité, mais il aurait du caractère, au besoin. Il a de la prudence, de l'honneur, et la franchise du roi son père. Il est forcé de dissimuler pour éviter les persécutions. Il demande, il sollicite un appui ; une femme qui lui serait donnée par l'Empereur le comblerait de bonheur ; il a refusé avec courage la sœur de la princesse de la Paix ; il désirait que S. M. I. pût connaître son vœu *très positivement prononcé*. [On a déjà demandé une direction à ce sujet (1).]

Napoléon enregistre ces renseignements de politique intime, mais il songe à utiliser l'Espagne dans un rôle extérieur, contre Lisbonne, c'est-à-dire contre les Anglais. Tout aussitôt après Tilsitt il a prescrit à Beauharnais de proposer au cabinet de Madrid une convention secrète dans le cas où le régent de Portugal (2) refuserait d'adhérer au blocus continental : Charles IV, son beau-père, l'y contraindra et 20,000 Français, traversant la péninsule, viendront appuyer l'intervention armée des Espagnols (3).

Godoy, « sans même consulter le Roi », donne l'ordre à M. de Campo Alange, ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, de conformer exactement sa conduite à celle de M. de Rayneval, ministre de France (4). Pour lui-même, il se répand en ces fanfaronnades dont il est coutumier : « Je marcherai à la tête de mes hussards et cela suffira » ; mais il ne bouge et s'il dirige quelques bataillons vers la frontière c'est avec des instructions incertaines sur ce qu'ils ont à exécuter (5).

(1) Note confidentielle à Talleyrand, 12 juillet 1807, vol. 671, fol. 376.

(2) Jean de *Bragance* (1767-1826) exerça la régence de 1792 à 1816 pendant la démente de sa mère la reine Marie. Il fut proclamé roi (Jean VI) en 1816 ; mais il revint seulement en 1821 en Europe (il s'était réfugié au Brésil en 1807). Il avait épousé (1790) Carlota Joaquina, infante d'Espagne.

(3) Vol. 671, fol. 384.

(4) 9 août 1807, vol. 671, fol. 421.

(5) 20 septembre 1807, vol. 672, fol. 63.

Sous l'étreinte, le Portugal ne peut que plier; à Madrid, son représentant le comte d'Ega endort Beauharnais par des assurances amicales; dans une maison tierce ils ont des entretiens particuliers : que la France se rassure : les ports vont être fermés à la flotte et aux marchandises britanniques, déjà des batteries sont élevées pour défendre l'entrée du Tage; et le prince Régent n'a jamais songé à se réfugier au Brésil (1). Strogonoff, le ministre de la Russie mais surtout l'ami de Mme d'Ega, venait à la rescousse : se maintenant en excellents termes avec notre ambassadeur, il avait, même avant Friedland, « toujours conservé les formes les plus décentes » ; — après Tilsitt il était empressé, accompagné du ministre prussien, de féliciter M. de Beauharnais et à la fête du 15 août, dans un repas de gala « d'où le respect, la décence et l'aisance n'avaient point été un moment absents », il levait chaleureusement son verre en l'honneur de l'empereur Napoléon après un toast porté à l'empereur Alexandre par M. de Beauharnais. — Napoléon qui n'aimait pas les démonstrations intempestives, loin de complimenter son ambassadeur d'un zèle qui choquait les règles du protocole, l'avait blâmé d'oublier « par une conduite pleine de jeunesse et d'enivrement » la « santé » du monarque auprès de qui il était accrédité. Beauharnais se disculpait, expliquant qu'il avait voulu compromettre M. de Strogonoff vis-à-vis des « anglomanes » ; mais la faiblesse de l'argument soulignait la maladresse; il demeurait — et l'Empereur en avait le soupçon — que le ministre de Russie, en correspondance quotidienne avec Lisbonne, jouait double jeu et bernait la crédulité vaniteuse du représentant de la France.

Mécontent de cette fausse activité, de ces demi-mesures,

(1) Conversation du 13 octobre à minuit, vol. 672, fol. 153. — Le 29 novembre, le régent et toute la famille royale de Portugal faisaient voile pour leurs colonies d'Amérique.

Napoléon rappelait brusquement son agent de Lisbonne, animait son agent de Madrid; il affectait d'étaler une volonté qui pour être brutale lui paraissait plus forte; jusque dans les détails il voulait paraître cassant. Au prince de Masserano qui lui annonçait la maladie de son maître, il jetait au visage en plein cercle des Tuileries cette boutade : « Cela ne l'aura pas empêché de chasser à son ordinaire deux fois par jour (1)! » — Au duc de Frias, envoyé en grande pompe pour le féliciter du traité de Tilsitt, il répliquait « qu'il ne s'agissait pas de paix maritime », comme l'insinuait discrètement Charles IV, mais de guerre territoriale en Portugal. Telle était la forme; pour le fond : il exigeait le remplacement des ambassadeurs espagnols à Saint-Petersbourg et à Vienne par des agents « plus français » (2); il faisait occuper les États de la reine d'Étrurie sans autre précaution que de maintenir très secrète l'invasion de son territoire et d'aviser la cour d'Espagne que les régiments français « protégeaient » la fille de Charles IV contre l'agression des Anglais. Il déclarait la guerre au Portugal parce que le Portugal ne la déclarait pas franchement à l'Angleterre. Il poussait sur la Gironde son *ultima ratio*, une armée de 30,000 hommes, commandée par Junot. Enfin, par l'agent secret du prince de la Paix, cet Isquierdo que l'on rencontre à chaque pas depuis 1805, il nouait les fils de l'alliance plus étroite où il allait enserrer l'Espagne au point de la garotter.

La scène de la tragi-comédie est dressée à Fontainebleau.

(1) METTERNICH, *Mémoires*, t. I, p. 295.

(2) M. de Noronha fut remplacé par le général Pardo, ministre à Berlin, et M. de Castelfranco quitta Vienne.

III

Le temps agit sur la pensée : le clair soleil échauffe l'âme comme l'esprit se resserre dans le brouillard et s'assombrit sous la pluie. Le cadre n'est pas indifférent non plus aux visées des hommes d'État et aux préoccupations des politiques : il peut faire valoir leurs projets, il accompagne à merveille leurs desseins. Or, pour Napoléon, le décor était splendide en cet automne de 1807. Inassouvi de gloire, mais en ayant rassasié tout son empire, l'Empereur venait d'arrêter un moment sa course triomphale. Pour lui-même, le prestige du génie, l'auréole de la victoire, les faveurs de la fortune. Titres, honneurs, dotations à ses généraux ; à ses soldats dix-huit millions de gratifications, triple part aux blessés ; dans les caisses publiques l'abondance, chez les financiers le crédit, à l'industrie des canaux et des routes, au commerce les marchés de l'Europe, au peuple la paix. Le bonheur suprême ce sont les fautes de notre ennemi : or, l'incendie de Copenhague, brûlée au mépris du droit des gens par la flotte anglaise, allume ce dernier rayon à la couronne flamboyante de César : le grand conquérant paraît aussi le grand justicier.

Dans le palais de Fontainebleau moins pour y évoquer que pour y dominer le souvenir des Valois et des Bourbons, Napoléon avait conduit courtisans, fonctionnaires et soldats. La fête, commencée le 21 septembre, dura jusqu'au milieu du mois de novembre, et qui aurait pu croire alors que cette cour du Cheval Blanc remplie de tant de panaches et de fanfares deviendrait, six ans après, la cour des adieux ! Depuis que François I^{er} avait festoyé là Charles-Quint, les arbres de la forêt n'avaient vu défiler semblables cortèges ; la salle du

Primatice, la galerie de Diane, la porte Dauphine retrouvaient les magnificences du mariage de Philippe II, des joutes de Charles IX, du baptême de Louis XIII. Les femmes n'y déployaient plus les grâces de Mme d'Étampes, de Gabrielle d'Estrées ou de la marquise de Pompadour. Mais les princes étrangers y accouraient en sollicitateurs et les officiers français passaient en héros de roman. Bals, concerts, soupers, illuminations, spectacles, faisaient des soirées et des nuits une féerie magique; et le jour, la chasse, avec ses déploiements d'équipages, les piqueurs, les meutes de relais, donnait à cette réunion bigarrée l'apparence seigneuriale des manoirs féodaux. Les livrées de vénerie avaient semblé au vainqueur d'Iéna chose si grave qu'il s'en était réservé le choix des couleurs : pour Joséphine velours amaranthe, Hortense bleu et argent, Mme Murat argent et rose, Pauline Borghèse lilas; et les heureux titulaires du « bouton » confondaient, dans les gorges de Franchard, leurs fracs verts, à retroussis jaunes, à parements rouges, avec les magnificences d'automne des futaies aux teintes de pourpre et d'or.

Parmi la foule des visiteurs éblouis, perdu au milieu des courtisans, noyé dans cet océan de grandeurs militaires et de faste souverain, nul ne remarquait un étranger obscur, sans uniforme et sans fonction, parlant mal le français, laid de visage; c'était le très petit agent du prince de la Paix, Eugène Isquierdo, qui venait traiter les affaires de son pays. Le sort de l'Espagne se débattait entre le directeur du Jardin botanique de Madrid et le maître du monde. La liberté des contractants et l'égalité de leurs positions établissent la valeur du contrat. Des conversations secrètes s'échangeaient depuis un mois; le grand maréchal du Palais : Duroc qui, par son beau-père d'Hervas (1), ancien banquier et consul

(1) José Martinez *Hervas* (1760-1830) avait gagné et plus tard perdit une

à Paris, tenait au monde espagnol, Duroc recevait régulièrement Isquierdo. Quand le terrain se trouva aplani — Talleyrand prétend que ce fut à l'insu du ministre des Relations extérieures, mais c'est bien peu vraisemblable, — l'Empereur dicta à M. de Champagny, dans la matinée du 23 octobre, un premier projet. Ce brouillon est intéressant à connaître puisqu'il indique le fond de la pensée impériale : sans ambages, il prend la Toscane, partage les colonies d'Amérique et remanie la frontière pyrénéenne, donnant à la France Passage, Fontarabie avec le rivage de la mer jusqu'à Saint-Sébastien (1).

Un rapprochement s'impose. On ne saurait oublier que précisément le conseil de Talleyrand sur l'Espagne était d'occuper tout le pays du Nord jusqu'à l'Ebre et de s'assurer le revers des Pyrénées comme nous avons, du côté du Piémont, le revers des Alpes. Tous les contemporains sont unanimes à avoir remarqué les assiduités du prince de Bénévent à Fontainebleau en ce mois d'octobre, ses entretiens avec l'Empereur, ses apartés, ses confidences pleines de sourires. Oh ! que cela sent peu la disgrâce, la méfiance du maître envers un serviteur « combattant l'immoralité et les dangers d'une entreprise » (2). Pour dégager sa responsabilité de l'aventure il a depuis présenté deux remarques : il n'était pas titulaire du portefeuille le 27 octobre et sa signature, que ses fonctions d'archichancelier par intérim semblaient rendre nécessaire, n'apparaît pas au bas de la convention. Bagatelles de protocole !

Sa réticence habituelle confesse sa participation. Ayant fortune immense. Charles IV le créa marquis d'*Almenara*, ambassadeur à Constantinople, conseiller d'État. Ministre sous le roi Joseph ; banni sous Ferdinand VII. Son fils joua un rôle politique ; sa fille devint duchesse de Frioul en épousant le général Duroc.

(1) *Correspondance*, t. XVI, p. 131.

(2) TALLEYRAND, *Mémoires*, t. I, p. 329-330.

trouvé l'Empereur opiniâtre dans l'idée de prendre des défenses (?) contre l'Espagne, il l'aurait incité à mettre garnison en Catalogne « jusqu'à la paix maritime », mais Napoléon n'adhéra pas au projet qui paraissait offrir les mêmes inconvénients qu'une occupation totale sans présenter des compensations aussi fructueuses. C'était nous créer sur la frontière un nid à chicanes, à rancunes, à procès. Fallait-il du premier coup effaroucher, couper les ponts et trancher dans le vif?

Pressé davantage, Isquierdo eût probablement donné ce lambeau de sa patrie, ses instructions portaient de ne rien refuser; il avait reçu de la main du prince de la Paix l'ordre positif de signer, sans aucun délai, relativement à l'Étrurie et au Portugal « tel traité que S. M. I. et R. jugera convenable de dicter » (1). Pendant quatre jours, ses pourparlers devinrent quotidiens avec Champagny, Maret et Duroc. Le 27 octobre les signatures étaient échangées; en quatorze articles toute la péninsule se trouvait bouleversée et d'un coup transformé le sort de la monarchie espagnole (2).

Le petit roi et la reine douairière d'Étrurie remettraient aux mains de l'Empereur leur royaume. — Ils recevaient, en échange, la partie septentrionale du Portugal coupé en trois tronçons. — La partie méridionale (province d'Alentejo et pays des Algarves) formait une souveraineté héréditaire pour le prince de la Paix. — Ce « royaume de Lusitanie » et cette principauté des Algarves étaient placés sous la suzeraineté du roi d'Espagne. — La souveraineté de la partie centrale du

(1) Note manuscrite d'Isquierdo, 16 octobre 1807, AF IV, 1680.

(2) Ce même jour où il réglait la destinée du Portugal et la situation de l'Espagne, Napoléon montrait qu'il avait l'esprit assez libre pour s'occuper de la Prusse (lettre à Daru), de la Pologne et de la Saxe (lettre à Champagny), de Corfou (lettre à Joseph) et... des billets de faveur dans les théâtres parisiens (lettre à Fouché). — Il affectait cette désinvolture et aimait ces contrastes.

Portugal, entre le Tage et le Douro, demeurerait réservée jusqu'à la paix générale. — Les colonies portugaises étaient partagées entre la France et l'Espagne. — Charles IV, à qui l'Empereur « garantissait la possession de ses États sur le continent d'Europe », prendrait le titre d'Empereur des deux Amériques (1).

In cauda venenum : suivait une convention secrète : 28,000 hommes de troupes françaises entreraient en Espagne pour se rendre à Lisbonne où les suivrait un corps d'Espagnols, en nombre égal ; — le général en chef français gouvernerait le Portugal central mis en séquestre et commanderait aux troupes espagnoles elles-mêmes ; — une seconde armée française de 40,000 hommes se réunirait à Bayonne.

Lorsque le prince de la Paix connut les termes exprès de cette convention qui le faisait souverain, il exprima ses remerciements en termes hyperboliques ; ce petit billet dont nous possédons l'original donne bien le ton banal, emphatique et niais du personnage ; c'est le style d'un ambitieux, d'un fourbe et d'un sot :

SIRE,

Les expressions de reconnaissance flattent, mais elles ne démontrent toujours la force des sentiments de celui qui les a dictées. — Une épée et une âme forte qui la dirige, seront de V. M. I. et R. le plus digne tribut de reconnaissance aux honneurs dont V. M. I. daigne distinguer le plus sincère, ainsi que le plus respectueux de ses admirateurs.

Sire, de V. M. I. et R.

MANUEL.

San Lorenzo, 24 décembre 1807 (2).

(1) Par une réminiscence, qui lui était agréable, du vieux droit public européen, c'était la pensée de Napoléon de placer ce titre d'Empereur au-dessus de celui de Roi ; il l'offrait comme une dignité supérieure aux vieilles monarchies : en juillet 1806, pour acheter l'alliance du roi de Prusse, il lui proposait de « faire entrer la couronne impériale dans la maison de Brandebourg. »

(2) AF IV, 1680.

L'Empereur prétendait effrayer d'un côté les résistances, de l'autre endormir les soupçons. Il voulait que son ambassadeur entretînt « l'heureuse illusion de la paix » pour faciliter le passage et l'arrivée en Portugal de notre première armée, prodiguer à Madrid les banalités complimenteuses, ne prendre sur aucun point aucun engagement précis (1).

Au tome premier de ses *Mémoires* le chancelier Pasquier a noté, à cette date du 27 octobre : « Dans ce traité, le plus extraordinaire peut-être qui ait jamais été libellé, se trouve écrite d'avance l'histoire des malheurs de l'Espagne, de la funeste guerre dont elle a été le théâtre et des événements qui ont commencé la ruine de Napoléon. »

Qui s'inscrira en faux contre cette remarque mélancolique ?

(1) *Appendices*, IV.

CHAPITRE IV

LE PROCÈS DE L'ESCURIAL

(1807)

Le palais de l'Escurial. — Menées du prince de la Paix. — Agitation autour du prince des Asturies; sa lettre à l'Empereur (11 octobre). — Arrestation de Ferdinand (27 octobre). — Interrogatoire du prince; ses aveux et sa faiblesse. — Emprisonnement de ses amis. — Agitation à Madrid. — Charles IV inquiet écrit à l'Empereur. — Embarras de M. de Beauharnais. — Traité de Fontainebleau ratifié à l'Escurial. — Mesures de précaution du prince de la Paix. — Réponse altière de Napoléon. — Seconde mission de M. de Tournon. — Son rapport; portraits et conclusions politiques.

Le procès de l'Escurial. — Embarras des juges. — Inquiétudes de Godoy. — Napoléon donne ses ordres. — La junte criminelle; réquisitoire, défense; l'acquittement. — Don Eugenio Caballero. — Mesures rigoureuses contre les amis de Ferdinand. — Anxiété de l'opinion publique. — Dépêches optimistes de Beauharnais. — Perplexités à Paris et à Madrid.

I

La coutume avait ramené à l'Escurial Charles IV et la Cour en la première semaine du mois d'octobre.

Il était formidable, ce palais du roi d'Espagne, quand les affaires d'Europe et d'Amérique y venaient aboutir. Dans l'étroite salle où Philippe II recevait les ambassadeurs se débattait vraiment *il giuoco del mondo*, comme disait un Vénitien du seizième siècle. Les hautes murailles, les blocs de granit, les larges escaliers, les corridors sans fin, les cloîtres,

les vestibules et les chapelles, tout avait une signification et un langage; et par un contraste plus éloquent que tout le reste la petite cellule royale, humblement appuyée dans un angle de l'immense église aux doubles nefs, proclamait, avec la modestie du serviteur, le nom du vrai maître de la maison. Tout en commandant ses armées et ses flottes, tout en dirigeant ses États, et parfois ceux des autres, le fils de Charles Quint vivait comme un moine entre le ciel et la terre. La fenêtre de sa chambre ouvrait sur le sanctuaire; le volet de bois de son petit réduit le séparait seul du chœur de marbre et d'or où la liturgie déroulait pompeusement ses offices. Si proche du tabernacle, le monarque austère demeurait encore plus près de son tombeau, qu'il avait fait préparer sous les solives de sa chambre. Quand viendra la mort, prêt à l'accueillir, il n'aura qu'à pousser du pied la porte de bronze et descendre trois marches pour se coucher dans le lit de porphyre où il retournera en poussière. — Cellule, église, sépulcre, tout chante la majesté de Dieu et le néant des Rois; tout ramène aux proportions exactes les splendeurs d'ici-bas.

Mais les Panthéons ne conviennent qu'aux grands hommes. Comme un avorton chargé de l'armure d'un ancêtre, ce faible Charles IV se trouvait perdu, presque ridicule, dans le gigantesque palais. Il faisait triste dans ces vastes salles où l'écho de l'Europe ne résonnait plus; et la bise d'hiver qui glissait sur les dalles glaçait les hallebardiers groupés dans les antichambres autour des braseros. La pensée des habitants se figeait à l'unisson et au contact de ces froidures. Les tons vifs des tapisseries de Goya égayaient les murailles mais point les cœurs. Charles IV revenait le soir, fatigué de ses courses dans les halliers de la sierra et s'endormait aux ritournelles des violons ou à la monotonie d'une table de jeu. Marie-Louise, énervée de vieillir, périssait d'ennui au milieu des boudoirs de soie bleu ciel et de brocard rose de la *Casa*

del Principe. Ferdinand songeur, accoudé aux fenêtres, regardait avec mélancolie la plaine poudreuse de la Castille, plate comme sa vie, banale comme elle.

D'autres s'agitaient pour eux : soucieux de la succession du vieux Roi, Godoy continuait ses préparatifs de précautions futures. Don Diego, son frère, recrutait sous main des partisans ; un soir, chez la duchesse d'Aliaga il s'ouvrit assez légèrement de l'avenir au colonel Thomas de Jauregui, commandant le régiment de Pavie, et à un ancien intendant de la Havane, Louis de Viguri, qui, émus des services qu'on leur demandait en cas de mort du souverain, prévinrent le duc de l'Infantado (1). Celui-ci et ses amis n'étaient pas moins anxieux de la santé précaire de Charles IV. Guidés par Escoïquitz, l'âme de leur réunion, ils se partagèrent éventuellement les rôles : autour du prince des Asturies, et avec son assentiment, l'Infantado prenait le gouvernement de Madrid, le comte de Montarco la présidence du Conseil de Castille, le duc de San Carlos devenait grand maître du Palais ; et parce qu'il fallait un pavillon à ce navire assez mal équipé, on appelait, comme premier ministre, le vieux

(1) AF IV, 1609. — Don Pedro de Toledo (1771-1841), treizième duc de l'Infantado (1791) par sa grand'mère de la maison de Silva, était fils de la princesse Marie de Salm-Salm. Son enfance se passa à Paris dans l'hôtel de famille de la rue d'Enfer et dans celui de la rue Saint-Florentin, qui porta longtemps son nom. La Révolution chassa sa famille. En 1793, il levait à ses frais un régiment qui fit dans l'armée espagnole la campagne de Catalogne. De l'intimité du prince des Asturies, fut nommé par Ferdinand VII colonel des gardes en 1808. A l'assemblée de Bayonne, rallié à Joseph ; s'étant déclaré son adversaire à son retour à Madrid, ses biens furent séquestrés par Napoléon. Vaincu à la bataille d'Uclès (1809). Ambassadeur de la Junte à Londres (1811). Membre de la troisième Régence de Cadix (1812). Président du conseil de Castille (1814). Disgracié à la révolution de 1820. Président de la Régence instituée par le duc d'Angoulême (1823). Rentra dans la retraite (1826). Son immense fortune et son titre de l'Infantado passèrent à son arrière-neveu don Pedro Tellez Giron, onzième duc d'Osuña. Esprit chimérique et caractère sans énergie, ce fut cependant un « personnage » en son temps. — Voir : MOREL-FATIO, *Études sur l'Espagne*, II^e série.

Florida Blanca. Tous reçurent, en cas d'événement, la date étant laissée en blanc, leur commission officielle. Avec le bon droit, ils s'appuyaient, pleins de confiance, sur l'opinion; il ne fallait que déjouer au premier moment la défiance inquiète de la Reine et du favori. L'Infantado voulut hâter la solution dans la crainte de la voir devancée par les manœuvres du prince de la Paix; il sonna l'alarme aux oreilles d'Escoïquitz qui, depuis plusieurs mois, prenait sur Ferdinand un ascendant prononcé; une correspondance chiffrée les tenait tous deux en relations (1). Pendant que les gentilshommes espagnols se réclamaient surtout de leur épée, le chanoine mettait son espoir dans l'appui de Napoléon, et pratiquement dans cette chimérique alliance avec l'une de ses parentes. Une lettre à l'Empereur lui parut urgente; il en persuada son élève. Les tristes loisirs de la solitude de l'Escurial furent mis à profit et l'Infant copia la belle épître matrimoniale que nous connaissons.

Chose plus malaisée, il convenait d'ouvrir les yeux de l'aveugle Charles IV. Tâche difficile, délicate, odieuse puisque c'était pour le fils dévoiler à son père les faiblesses de sa mère. Ferdinand se remit à ses ouvrages d'écriture, et dans un long mémoire trop explicatif, où l'exemple biblique d'Assuerus et d'Aman ne manquait pas d'être évoqué, comme il convenait à la bouche sacerdotale qui dictait, il étalait tous les griefs amassés dans son cœur contre « l'homme d'ambition, de ruse et de nullité » (2). Avant même d'obtenir la confiance du Roi, comment maintenir son attention, comment, sans être remarqué, lui remettre le papier révélateur? On projeta que dans une battue au Pardo ou à la Casa del Campo

(1) Elle s'échangeait par les soins du marquis d'Ayerbe et d'un commerçant nommé Josef Manrique; ce dernier, sous prétexte de vendre des toiles, suivait de *sitio* en *sitio* le duc de l'Infantado, avec lequel il se trouvait de connivence.

(2) Le texte de ce mémoire fut publié à Cadix, en 1809, in-8° de 43 pages.

le prince des Asturies profiterait de l'agitation de la chasse pour se ménager un aparté avec son père et le prier d'interroger lui-même des personnes dignes de créance, à l'insu de la Reine et de Godoy (1).

Mais ce dernier veillait : ses espions découvrirent des allées et venues insolites dans l'entourage restreint de l'Infant ; la surveillance, d'ailleurs aisée entre gens vivant sous le même toit, se fit plus étroite. Les nouvelles secrètes de Fontainebleau pouvaient persuader Godoy de la faveur, de l'appui moral, de la connivence tacite de l'Empereur. Comme pour se créer un alibi il parut peu à la Cour et s'enferma chez lui sous le prétexte enfantin « d'un rhume assez opiniâtre » qui consigna à sa porte Beauharnais venu en quête de nouvelles. Quand il sentit l'orage monter, en se retirant à Madrid, il affecta d'être absent du château où la Reine aurait le soin de mener à bien la campagne. Elle n'y faillit pas : le 27 octobre Ferdinand était mandé chez son père et retenu par une scène de vagues reproches pendant qu'on ouvrait dans son appartement les tiroirs de ses secrétaires. Ses papiers furent aussitôt remis à Marie-Louise ; enfermée avec son valet de chambre Ballesteros, le favori du moment, elle les parcourut avec passion, anxieuse des révélations de son fils, irritée du concours de sympathies qu'il avait pu réunir, avide de trouver des preuves et des motifs d'accusation. Il lui fut aisé de troubler l'esprit du Roi, d'alarmer sa quiétude, de surexciter sa tendresse. Dans la nuit, courrier sur courrier partirent de l'Escorial pour Madrid, afin de tenir Godoy au courant des détails et d'appeler le président du Conseil de Castille, le marquis de Caballero. Celui-ci reçut de Charles IV tout le dossier saisi chez l'Infant :

1° Son mémoire contre le prince de la Paix.

(1) TORENO, *Histoire du soulèvement d'Espagne*, t. I, liv. I^{er}, p. 22.

2° Une note où il exposait ses raisons de refuser une union avec la belle-sœur du favori.

3° Une lettre d'Escoïquitx en date du 28 mai.

4° Un « chiffre » de correspondance secrète.

En même temps tout l'entourage du prince des Asturies est écarté; dix gardes du corps de sa confiance sont mis au cachot; lui-même est tenu au secret dans son appartement. Inquiet de la tournure brusque des événements, il est assez satisfait de croire entre les mains du Roi cette dénonciation qu'il ne savait par quel moyen lui remettre; il se renferme dans un silence absolu, qu'il estime prudent, tant que ne lui sont pas parvenus les conseils d'Escoïquitx qu'il a eu le temps et la présence d'esprit de faire prévenir de la fâcheuse occurrence. Aussi demeure-t-il muet aux questions du marquis de Caballero qui vient le visiter, et s'il n'ose refuser de se rendre chez son père, c'est pour y protester, sans ajouter rien autre, de la droiture de ses intentions et actions. Le vieux Roi est mal armé pour mener à bien un interrogatoire; dans l'émoi des circonstances, troublé, encore plus incertain, il prescrit au président de commencer une « instruction » de lèse-majesté que la Reine et Godoy désirent et obtiennent « publique », car ils espèrent de la sorte conduire l'héritier à la déchéance.

Armé d'une lettre larmoyante du vieux monarque qui « vivait tranquille au sein de sa famille dans la confiance de son bonheur », quand une *main inconnue* était venue lui dévoiler les projets « parricides » de son fils, — M. de Caballero retourne chez Ferdinand. Voici trois jours que celui-ci reste isolé; c'est beaucoup pour sa fermeté, trop pour sa constance; ses lèvres se desserrent et pensant en imposer, peut-être tout aplanir par un coup d'éclat, il parle, non sans hauteur, de son projet d'alliance avec une parente du grand Napoléon; il n'a d'ailleurs rien à se reprocher et il s'est tenu

dans les justes limites des précautions qu'exigent ses droits et son rôle de successeur de Charles IV; son précepteur Escoïquitz, son ami l'Infantado — les noms lui échappent — sont tous deux bons Espagnols et fidèles sujets.

Comme Caballero, ainsi renseigné, sortait des appartements du Prince, arrivait à l'Escorial Godoy en personne : ayant continué à faire le mort au fond de son palais (insouciant d'ailleurs au point de passer en débauches ces heures si graves pour son propre avenir), il venait de s'échapper à la dérobée pour courir sur la route de San Lorenzo, pendant que ses domestiques jouaient au seuil de sa chambre la comédie facile de veiller un malade.

L'affaire d'ailleurs est ébruitée bien par-dessus les murailles de l'Escorial. L'agitation a gagné Madrid où les présidents des diverses chambres des Conseils, d'ordre du Roi, ont convoqué chacun leur compagnie. Le prince des Asturies a eu l'esprit trop court et la langue trop longue, on a dépêché à Tolède se saisir d'Escoïquitz, à Madrid perquisitionner chez l'Infantado. Celui-ci est absent, car il se trouve avec un congé régulier en route pour Bordeaux, allant voir son frère malade, ce qui n'indique pas chez un « conspirateur » le dessein d'un complot bien immédiat. Déjà il atteignait Vittoria; la nouvelle le rejoint de l'arrestation de Ferdinand; il rebrousse chemin sur Madrid; il y apprend que pendant la nuit du 1^{er} novembre, sur l'ordre du comte de Negrette, capitaine général de la Castille, des sbires ont forcé la porte de son hôtel, ouvert ses armoires, enlevé ses papiers, arrêté ses domestiques; lui-même est appréhendé et conduit à l'Escorial. Il y pourrait retrouver Escoïquitz et le comte d'Orjas, dans des cellules voisines de la sienne, sous les toits. — Le duc de San Carlos est incarcéré dans la forteresse de Pampelune, avec sa femme malade et tous ses gens.

Godoy triomphe ou du moins est vainqueur. Il veut sans intermédiaire faire parler le prince; il se heurte à son refus; mais il arrache l'aveu souhaité, en promettant l'indulgence du Roi; et le 5 novembre, voilà neuf jours entiers qu'il est solitaire, Ferdinand est conduit auprès de Charles IV qui l'attend. Il reconnaît l'intrigue, explique la trame, exprime des regrets, donne les noms de ses amis sous l'assurance assez vague de leur liberté, sous la promesse très précise de la sienne (1). Il signa tout ce que l'on voulut, dans les termes d'une platitude infinie :

J'ai manqué à mon père et à mon roi, mais je m'en repends... J'ai été surpris... J'ai dénoncé les coupables... Madame et mère, je me repens bien de la grande faute que j'ai commise; aussi avec la plus grande soumission, je vous en demande pardon, ainsi que de mon opiniâtreté à vous céler la vérité l'autre soir. C'est pourquoi je supplie Votre Majesté du plus profond de mon cœur, de daigner intéresser sa médiation envers mon père, afin qu'il veuille bien permettre d'aller baiser les pieds de Sa Majesté à son fils reconnaissant.

Un décret royal de style extraordinaire (2) met aussitôt le prince hors de cause et nomme une Junte criminelle pour instruire le procès des complices dans une affaire qui n'avait plus d'auteur principal.

Les confidences de Ferdinand avaient sur un point jeté l'alarme dans tous les cœurs : à cette lettre où il demandait la main d'une princesse française, quel accueil réservait l'Empereur? A quel degré leur intimité existait-elle? Jusqu'où l'intrigue avait-elle été conduite? Charles IV s'en inquiétait beaucoup. Dès la première heure de cette troublante aven-

(1) « Drame où le personnage principal rappelle par sa tenue, ses actes et même ses paroles, les façons dont conspirait et dont se tirait d'affaire Gaston d'Orléans. » — Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. IV, p. 206.

(2) « La voix de la nature désarme le bras de la vengeance et lorsque l'inadvertance réclame la pitié un père tendre ne peut s'y refuser... »

ture il tournait les yeux du côté de Paris, écrivait ses alarmes en demandant des conseils, adroit à rattacher fort gratuitement les projets de son fils aux « complots de la ci-devant reine de Naples » sa belle-sœur, qu'il savait en horreur à Napoléon. — Marie-Louise et Godoy demeuraient plus anxieux encore de ces relations françaises de l'Infant. Ils ne s'étaient pas attendus à le trouver là. Sur leurs instances et devant ses propres perplexités, Charles IV se décide à reprendre la plume : il supplie l'Empereur de lui dire si le prince des Asturies lui a réellement écrit et à quel sujet (1).

Un personnage non moins embarrassé, c'était M. de Beaugharnais, le metteur en scène du projet d'alliance, l'intermédiaire du prince, le confident de ses amis. Les paroles de Ferdinand le compromettaient vis-à-vis de la Cour, rendaient sa position diplomatique équivoque et l'Empereur le faisait trembler ! Dès le lendemain de l'arrestation il avait été au courant des détails par quelques « Grands » qui le soir, au risque de se compromettre, s'étaient glissés à l'ambassade pour s'éclairer de l'événement ; des subalternes du palais l'avertissaient des incidents ; nous avons encore les billets de ces affidés où la signature, par précaution, a été coupée avec des ciseaux (2). Lui-même avait été faire sa cour à San Lorenzo, le 2 novembre, pour voir et être vu ; tout s'était borné à des banalités guindées. Très perplexe, condamné à un silence officiel, il retrouvait la loquacité de sa parole dans sa correspondance ; de tout temps il avait été un grand épistolier, aujourd'hui il multiplie vraiment sans discrétion les dépêches : ses courriers partent deux, trois fois par jour et emportent des lettres successivement datées de « minuit, — une heure

(1) Cette lettre du 3 novembre 1807, apportée par courrier spécial au prince de Masserano (vol. 672, fol. 356), arriva le 26 novembre à Paris quand Napoléon était déjà parti pour Milan.

(2) Vol. 672, fol. 240.

— trois heures du matin » ! Zèle ou apparence de zèle ? Cet ambassadeur fébrile ne semble plus prendre de repos.

Si vis-à-vis de lui Godoy affectait le mutisme au sujet d'un événement qui déliait toutes les lèvres, il voulait anxieusement découvrir (1) en quels termes exacts le représentant de l'Empereur se pouvait bien trouver avec Ferdinand. Beauharnais a conté à Champagny le piège dans lequel il sut ne pas tomber :

En pleine nuit, une voiture venant de l'Escurial déposait à la porte de l'ambassade un « particulier » mystérieux pressé de remettre une lettre secrète du prince des Asturies à l'ambassadeur en personne. Celui-ci envoya son secrétaire, M. de Missiessy, répondre que n'ayant pas « l'honneur d'être en rapport de correspondance » avec le prince, il ne pouvait accepter sans autorisation ses lettres. Instances, pourparlers, refus réitérés. Le soi-disant messenger dut se retirer, laissant du moins le billet supposé de Ferdinand ; le voici :

MONSIEUR,

Avec toute la confiance que j'ai en vous, je vous prie de me faire le plaisir de me renvoyer les deux lettres que je vous ai écrites le 12 ou le 13 du mois passé, l'une pour vous, et l'autre pour que vous l'adressiez à S. M. I. et R. ; et si vous avez déjà envoyé la lettre à l'Empereur, faites-moi aussi le plaisir de me remettre les brouillons des deux dites lettres, ou quelque copie si vous l'avez, parce qu'il convient pour ma défense.

Je vous souhaite la plus parfaite santé et je suis de tout mon cœur, Votre très affectionné

FERDINAND.

San Lorenzo, le 18 novembre 1807 (2).

(1) Par le procédé sommaire du cabinet noir : « Mes lettres sont ouvertes à Madrid et à Vittoria d'une manière scandaleuse ; j'en ai fait voir plusieurs à M. de Turenne... » Beauharnais à Champagny, 27 octobre 1807.

(2) Vol. 672, fol. 314.

La manœuvre de plaider le faux pour savoir le vrai était grossière et, comme disait Beauharnais, « coïncidait d'une manière assez originale avec le plan pittoresque du procès (1). »

L'agitation des esprits se traduisait, comme les foules savent le faire, par des manifestations extérieures : le carrosse du Roi ou de la Reine venait-il à sortir ? On restait muet ou l'on sifflait ; si la voiture du prince des Asturies paraissait, des vivats saluaient son passage. Un détail montra le progrès du mécontentement : afin que la comédie de la « haute trahison » fût complète, on prescrivit un *Te Deum* pour remercier le Ciel d'avoir protégé le Roi ; la Grandesse et les chevaliers de Charles III reçurent l'invitation d'y assister, en apparat : long manteau bleu et collier de l'ordre. Sur l'estrade immense quatre seulement de tous ces personnages parurent : deux Espagnols, les ducs de Medina Coeli et de Grenade ; deux Français émigrés, le duc de Saint-Simon et le vicomte de Gand.

Les craintes de Godoy s'accroissaient : 4,000 hommes de troupes dans les casernes le rassuraient un peu, mais il ne retrouva sa sérénité qu'en recevant les courriers d'Isquierdo (partis les 4 et 7 novembre) et lui donnant d'excellentes nouvelles de Paris. Discrètement, cependant d'une façon toute officielle, le traité de Fontainebleau était ratifié entre Beauharnais et Cevallos le 8 novembre dans un salon de l'Escorial (2). Le nouveau souverain *in petto* savourait sa prochaine destinée ; comme le poltron qui sort brusquement de ses alarmes, il reprit tout à fait courage et pensa affermir sa position par un coup d'audace, changeant au gré de ses intérêts, pour y substituer ses créatures, le ministre de la guerre, les membres du Conseil de l'armée et, sur les frontières de

(1) Dépêche « réservée » à Champagny, 19 novembre 1907, vol. 672, fol. 312. Voir aux *Appendices*, VI.

(2) Pièces originales scellées des cachets des plénipotentiaires, vol. 672, fol. 270.

France, le vice-roi de Navarre et le capitaine général de Catalogne (1).

Beauharnais, lui aussi remis en selle, ne se contentait plus des dépêches officielles et sur un ton de plaisante amitié envoyait à son ministre des lettres particulières. En voici une qui apporte le tableau de Madrid et précise les nouvelles :

Je profite, mon cher ministre, du départ d'un courrier de M. le général Junot, pour me rappeler à votre souvenir et pour vous parler confidentiellement sur tout ce qui se passe en Espagne. Le prince de la Paix est aussi inconséquent qu'il est indiscret. On se réjouit d'avance dans la maison de Mlle Tudo, chez laquelle S. A. passe toutes les soirées. Ses amis disent que S. A. sera récompensée des services importants qu'elle a rendus. Les premiers jours du mois, tous les affidés étaient dans la tristesse, les amis dans la *désolation*; depuis l'arrivée des courriers expédiés par M. Isquierdo le 4 et le 7 ou 8 de ce mois, l'espoir et le bonheur renaissent dans la société du prince de la Paix.

La conduite que l'on a exercée vis-à-vis des détenus a été aussi illégale qu'inconvenante. Leurs papiers ont été saisis, les armoires enfoncées, sans autre témoin, pendant la nuit, que le capteur; on n'a rien trouvé que ce qu'une main inconnue a bien voulu y faire placer. M. le duc d'Infantado (l'honneur de toute l'Espagne) a été enfermé les premiers jours dans un galetas sans portes ni fenêtres. Des plaintes, des murmures ont donné de l'inquiétude et de la peur à S. A., — le duc de l'Infantado est descendu du grenier du monastère de l'Escorial dans une cellule

(1) A la date du 26 novembre, le maréchal du camp Olaguer Felin, inspecteur d'infanterie et capitaine général du Guipuzcoa, devenait ministre de la guerre. Le marquis de las Amarillas devenait doyen du Conseil de guerre, quittant la vice-royauté de Navarre où le remplaçait le gouverneur de Barcelone, le marquis de Vallesantoro. Les nouveaux membres du Conseil étaient les lieutenants généraux comte de Santa Clara, capitaine général de Catalogne; Domingo Izquierdo, capitaine général de Valence; Pedro de Mendieta, inspecteur des milices. Les deux capitaines généraux pour Valence et la Catalogne étaient le général Vasco et le comte d'Espeleta, ancien président du conseil de Castille; vol. 672, fol. 354.

Il est permis de remarquer ce chassé-croisé de gouverneurs qui fut peut-être une des causes de la faiblesse de la résistance militaire en février 1808.

d'un des moines. Le *gouverneur du Prince* montre la plus grande fermeté et le plus grand talent; il étonne les juges, fait pâlir ceux qui l'interrogent; à la fin de chaque séance, il dit : « Messieurs, écrivez tout ce que j'annonce, tout ce que je prouverai, ou je ne signe rien. »

La Reine est informée par les rapports secrets de la police du respect qu'on porte à l'Empereur, du mépris absolu qu'on lui témoigne toutes les fois qu'elle sort du palais, elle est dans une fureur qu'on ne conçoit pas; elle ne parle à son affidé que de sang et de bourreaux; elle vomit des injures contre la France, contre le génie qui nous gouverne; elle ne sait à qui s'en prendre; elle disait il y a trois jours : « Qu'on arrête tous ceux qui ne sont pas pour moi »; — on assure qu'un magistrat eut le courage de lui répondre : « Il faudra donc, Madame, arrêter tout le monde. »

... La haine contre le prince de la Paix, le mépris pour la Reine sont aussi fortement exprimés que l'admiration pour l'Empereur duquel l'Espagne attend son salut...

Vale operum nostrorum candide judex.

BEAUHARNAIS (I).

Cependant l'Empereur avait appris les événements; les deux lettres de Charles IV lui étaient parvenues. Il y répondit le 13 novembre 1807 à sa mode, d'un ton plein d'arrogance : « Je n'ai jamais reçu aucune lettre du prince des Asturies; directement ni indirectement je n'ai jamais entendu parler de lui, de sorte qu'il est vrai de dire que j'ignore s'il existe... »

Boutade assez ridicule, insolence gratuite et mensonge trop lourd pour produire son effet. Mais dans cette réponse cavalière l'intéressant n'était pas le message, c'était le mes-

(1) 22 novembre 1807, vol. 672, fol. 335. — A ces correspondances enjouées l'ambassadeur joignait des « notes » qu'il croyait plus sérieuses sur l'état du royaume sans oser garantir absolument tous les chiffres de ses rapports, car il les prenait, disait-il, dans un pays où « la statistique (*sic*) est encore un mot vide de sens ». (Fol. 149.)

sager : M. de Tournon, chambellan de S. M. I. et R. (1) avait reçu l'ordre de partir en poste dans les termes suivants :

Vous remettrez la lettre ci-jointe au roi d'Espagne. Vous aurez soin d'observer en route, des Pyrénées à Madrid, l'opinion du pays sur ce qui vient de se passer en Espagne ; si l'opinion est en faveur du prince des Asturies ou du prince de la Paix. — Vous vous informerez aussi, sans faire semblant de rien, de la situation de Pampelune et de Fontarabie ; si vous aperceviez qu'on armât quelques places, vous m'en feriez part par un courrier. Vous observerez à Madrid pour bien voir l'esprit qui anime cette ville. — Vous me rapporterez la réponse du Roi (2).

Tout était là ; et nous avons, exprimée par lui-même, la pensée de derrière la tête du conquérant. Son agent d'information allait regarder et observer ; il ne paraît pas douteux que son impression sur l'Espagne ait été d'un poids très lourd dans la décision de son maître. M. de Tournon, en un poste subalterne, a joué un rôle très grave dans les affaires espagnoles ; trois voyages l'ont mêlé plus que personne à ce drame de la péninsule, et bien après sa mort, par une lettre sur l'authenticité de laquelle les historiens s'accordent mal, son nom, dans une renommée posthume, a été prononcé une fois encore, comme nous le verrons en son temps. Aujourd'hui il nous faut le suivre dans sa marche assez lente — à dessein pour mieux voir, — et constater son arrivée à Madrid, le 27 novembre vers neuf heures du matin. Beauharnais accueillait toujours à merveille les mortels fortunés qui venaient de s'approcher du soleil : il parut charmé de retrouver M. de Tournon et le soir même il le conduisait à l'Escurial,

(1) Claude Philippe, comte de *Tournon-Simiane* (1775-1809), sous-lieutenant au régiment de Condé ; chambellan (1805) ; officier d'ordonnance de l'Empereur (1807). Chef d'escadron (1808). Il mourut subitement à Bayonne, au cours d'une de ses missions. — Frère de Camille de Tournon, préfet de Rome, de Bordeaux et de Lyon, pair de France.

(2) 13 novembre 1807, *Correspondance*, t. XVI.

à l'audience du Roi, pour remettre la lettre de l'Empereur avec les formes habituelles. Comme ils en sortaient, dans la bibliothèque du Palais ils croisèrent le prince des Asturies entouré d'officiers et de moines, ils s'inclinèrent très bas et reçurent un salut assez embarrassé.

Tournon avait dit qu'il attendrait la réponse; il en profita pour visiter Godoy et parcourir Madrid. Le 29 novembre, un pli cacheté lui parvenait de l'Escurial, et il repartait le 1^{er} décembre au soir retrouver, par delà les Pyrénées et les Alpes, Napoléon qui venait d'arriver en Italie. Sa véritable mission était remplie; il avait regardé le plus de choses possible, il disait ce qu'il avait vu. Lui aussi traçait des portraits :

Le Roi, honnête homme très borné, incapable de prendre un parti, ne s'occupant d'aucune affaire, ayant toute confiance en la Reine qui lui a persuadé pour sa santé la nécessité de la chasse, à laquelle il se livre, quelque temps qu'il fasse, deux fois par jour. — La Reine, femme d'esprit d'intrigue, servant près de Charles IV Godoy parce qu'elle a besoin de lui pour subvenir à ses dépenses; malgré son âge « la Messaline de son siècle ». — Le prince des Asturies, d'un caractère faible, avec une assez bonne éducation dirigée par un ecclésiastique d'origine française (1), « on lui accorde de l'âme et de l'élévation dans les sentiments. » — Le prince de la Paix, dont l'astuce et la souplesse composent tout le mérite, sans connaissances, sans tenue, embarrassé, médiocre. Il dispose de tout et aussi des finances, où il puise pour satisfaire son avarice. Il n'a aucun partisan. L'affaire de l'Escurial vient de le perdre dans l'opinion. Au contraire elle attire les sympathies sur le prince des Asturies et son jeune frère don Carlos de qui on cite des traits de fermeté. — L'armée n'a pas plus de 30,000 hommes disponibles (exac-

(1) Ainsi parle M. de Tournon; il veut peut-être dire qu'Escoïquitz a des sentiments « français », le goût d'une alliance avec la France.

tement 30,920) et il faudrait trois mois aux milices pour se réunir; les places fortes du nord tombent en ruines ou restent désarmées; leurs gouverneurs sont vieux de grade ou nouveaux d'emploi.

L'Espagne est dans un moment de crise, elle attend son sort de l'Empereur. Elle le regarde comme son seul appui, et le protecteur du prince des Asturies est tout son espoir... Il n'y aurait aucun avantage à soutenir le prince de la Paix, suppôt des Anglais... Il faudrait envoyer une armée forte de 30,000 hommes qui seraient plus que suffisants pour donner des lois à l'Espagne.

Et M. de Tournon ne craint pas de proposer des conclusions de haute politique : composer un ministère avec l'Infantado, San Carlos, Florida Blanca; — priver Godoy de tout emploi, de toute charge; faire abdiquer Charles IV, et le remplacer par Ferdinand (1).

M. de Tournon se faisait-il simplement l'écho des combinaisons de M. de Beauharnais; ses remarques personnelles pendant un rapide séjour lui inspiraient-elles des opinions aussi nettes? Telle était du moins au retour (et il pensait bien ne pas aller à l'encontre des pensées de son maître) la mentalité de l'envoyé du monarque qui, dans un traité solennel, venait de « garantir à S. M. Catholique la possession de ses États d'Europe situés au midi des Pyrénées ».

II

Le procès de lèse-majesté était commencé. Mais il ne laissait pas que d'embarrasser les juges, plus encore les accusateurs, car la personne inquiétante de l'Empereur se

(1) AF IV, 1680. Dossier 1807, n° 16. *Appendices*, V.

mélait à l'affaire : le prince des Asturies en avait trop dit, on en avait peut-être trop découvert, le public certainement avait assez parlé pour que ce projet d'une alliance entre l'héritier du trône et une princesse de la famille impériale pût désormais être passé sous silence. Les Espagnols, en ce temps-là, avaient confiance en la sincérité du très puissant Napoléon ; ils aimaient imaginer que le jeune prince, objet de leurs espérances, fortifiait ces espérances mêmes d'une entente parfaite avec l'Empereur. Depuis la proclamation d'octobre 1806, les gens sensés ne pouvaient véritablement croire aux sympathies françaises de Godoy ; le patriotisme castillan s'accommodait fort bien d'un mariage qui ruinait toute la diplomatie du favori. Et de son côté, connaissant les avantages personnels réservés pour lui au traité de Fontainebleau, le prince de la Paix estimait pouvoir s'appuyer avec toute sécurité sur Napoléon (1). Afin d'entrer dans ces vues, il prétendit ramasser l'arme tombée à terre des mains de Ferdinand et mettre une surenchère, pour son propre compte, à ces fiançailles politiques. — A son instigation Charles IV reprenait officiellement le projet secret, et le 18 novembre, toujours dans l'incohérence et sous l'émotion d'événements dont la rapidité et l'imprévu bouleversaient cet esprit placide, il demandait à l'Empereur d'accorder à son fils la main d'une personne du sang des Bonapartes. Mais, plus ce dessein pouvait être « déclaré » entre les deux souverains, moins il convenait que l'idée parût avoir existé déjà dans les intrigues des amis de Ferdinand. Escoïquitz, d'ailleurs en prison, aurait pu, à sa décharge et par un heureux procédé d'audience, revendiquer le mérite de l'invention. Il eût été seul de cet avis, car tout le monde prudemment

(1) « C'est à présent que je commence à jouir de la tranquillité que me présente un traité qui me met sous la protection de l'Empereur... » Godoy à Murat, 24 décembre 1807, AF IV, 1680, pièce 15.



tomba d'accord pour que le nom magique de Napoléon ne fût pas prononcé dans le procès qui s'instruisait. M. de Beauharnais, qu'on voulait mettre hors de cause, se multiplia dans ces démarches instantes, et Charles IV prescrivit aux juges de ne pas retenir, même indirectement, ce qui pouvait concerner le mariage de l'Infant. « On a eu soin de ne faire la moindre mention d'aucun des sujets de S. M. I. et R. par égard à ce qu'Elle a fait signifier », écrivait Godoy à Murat, en une confidence de complices (1).

Cette « Junte » criminelle avait été constituée le 6 novembre. Sous la présidence de don Arias Mon, dix conseillers de Castille la composaient. On avait choisi les membres les moins riches dans le but d'entraîner leur vote par faveurs ou présents. L'accusateur devait être Simon de Viegas, magistrat à la dévotion du prince de la Paix. Gagner les accusés eux-mêmes fut le premier moyen : à Escoïquitz on fit entendre qu'un évêché serait la récompense de ses révélations et de l'abandon de ses « complices ». L'archidiacre de Tolède riposta avec fierté qu'il prétendait être jugé, puni si reconnu coupable, innocenté publiquement s'il était déclaré la victime d'une erreur. Il fallut se résoudre à un réquisitoire en forme. Viegas le prononça le 28 décembre, en des termes embarrassés et creux; n'allait-il point parler des vertus de Marie-Louise « qui nuit et jour se dévoue au bien de ses enfants et de ses vassaux ». On eût pu croire à une ironie outrageante si le fiscal n'avait très gravement montré qu'il s'agissait de choses sérieuses en requérant la peine de mort contre Escoïquitz, l'Infantado et Ayerbe. La défense eut trois jours pour étudier les pièces et deux semaines pour préparer ses répliques; des avocats de talent acceptaient cette mission : Davila pour Escoïquitz, Joven de Salas pour l'Infantado, don

(1) 24 décembre 1807, AF IV, 1680, pièce 15.

Jose Asnarès pour Ayerbe, pour le comte de Bornos, Hernandez Martinez. Le comte d'Orjas avait refusé de désigner un défenseur « parce qu'il ne se sentait pas coupable ». Le chanoine avait résumé son rôle et celui de ses amis en deux mots : « J'ai été le conseiller, non le séducteur de mon élève. »

Bien que maintenue secrète, l'affaire passionnait l'opinion; la haine du favori ne laissait à personne la possibilité de ne pas souhaiter l'acquittement; le patriotisme augmentait ce sentiment d'espérance et il semblait que la « cause de l'Escorial », comme on l'appelait, dût décider de l'honneur de la nation. Les juges ne laissèrent pas amoindrir ce patrimoine déposé entre leurs mains.

Le 25 janvier de grand matin ils s'assemblèrent à l'Escorial. Un seul manquait : don Eugenio Manuel Alvarez Caballero. Une lettre de lui demandait à ses collègues le droit de se faire transporter au lieu de leurs séances, tout mourant qu'il était, pour, avant son heure dernière, émettre son vote dans une affaire si importante au repos de sa conscience et au salut de sa patrie. Tout d'une voix les conseillers décidèrent de se rendre chez le malade pour continuer la procédure. Ils trouvèrent Caballero assis sur son lit, mais revêtu de sa toge et de ses insignes; sa figure décharnée par la souffrance s'illumina et, retrouvant un reste de force, il leva la main à son front pour saluer la Junte, image vivante de la justice qui venait à lui. Il demanda à opiner le premier; mais remarquant la présence de Simon de Viegas qui avait suivi d'un pas anxieux le tribunal, il déclara qu'en ayant donné ses conclusions le fiscal avait perdu le droit d'assister aux séances du Conseil. André Lasauca appuya cette parole, ajoutant qu'à défaut du fiscal, lui se retirerait. Simon de Viegas fit à l'assemblée une révérence très courte, et, pâle de colère, franchit la porte. — Caballero parla encore; son

état, la cause, les circonstances, tout donnait à son accent une émotion poignante, partagée par ses collègues : il félicita les défenseurs de leur fermeté dans une rencontre aussi périlleuse, et manifesta l'espoir de voir le tribunal reconnaître l'innocence des accusés. Sa voix s'éteignit, et les conseillers, sans vouloir poursuivre une discussion superflue, rédigèrent leurs conclusions :

1° Les pièces originales nécessaires à un procès criminel manquaient; 2° des copies informes ne sauraient donner un sérieux indice de la culpabilité réelle des accusés; 3° le prince des Asturies devait être entendu, et il ne pouvait l'être que par devant les Cortès du royaume, en séance publique; 4° les membres de la Junte, fussent-ils les juges naturels des accusés (et ils ne l'étaient pas), il leur fallait tout d'abord savoir du Conseil de Castille quel était le dénonciateur.

Ils ne trouvaient donc pas matière à rendre une sentence, mais Sa Majesté Catholique voulant connaître l'opinion des conseillers assemblés, ils pensaient que dans l'état actuel de la procédure, les prévenus devaient être aussitôt remis en liberté (1). Sur le grand crucifix d'ivoire suspendu au chevet du lit ayant considéré celui qui juge les jugements des hommes, tous signèrent (2). Par un mouvement spontané ils s'embrassèrent avec attendrissement, jurant qu'ils agissaient pour l'acquit de leur conscience et le bien du royaume, dussent-ils porter leur tête sur un échafaud après avoir rendu hommage à la vérité et sauvé l'honneur castillan. La nuit était venue, quelques flambeaux de cire éclairaient cette chambre de moribond transformé en prétoire; autour de la

(1) Beauharnais à Champagny, 10 février 1808. *Appendices*, VIII.

(2) Don Arias Mon. Don Gonzalo Josef de Vilches. Don Antonio Villanueva. Don Antonio Gonzalez Yebra. Le marquis de Casa Garcia. Don Eugenio Manuel Avarez Caballero. Don Sebastian de Torrès. Don Domingo Fernandez de Campomanès. Don Andres Lasauca. Don Antonio Alvarez de Contreras. Don Miguel Alphonso Villagomez.

couche de Caballero, défaillant de corps mais l'âme sereine, les longues robes agitaient leurs reflets rouges, et ces murailles nues, ces escabeaux de bois, proclamaient, sans l'appareil de la justice, la majesté du devoir accompli et la grandeur d'âme d'un loyal magistrat.

Le lendemain, l'arrêt fut porté à Charles IV. Ce prince débonnaire comprit mal tout d'abord, et ne vit dans ce dénouement que la fin d'un imbroglio qui troublait sa vie. Il en témoigna sa satisfaction. Marie-Louise n'avait pas cette naïveté : elle manifesta aigrement sa colère en des paroles acerbes, auxquelles les conseillers répondirent par une muette salutation. Avec le témoignage de leur conscience, l'admiration publique les dédommageait. Deux jours après son éloquent plaidoyer, don Eugenio Caballero mourait, brisé par la maladie et l'angoisse. Les communautés de son quartier se disputèrent le droit de rendre les derniers devoirs au juge intègre ; devant la magnificence des préparatifs funèbres, la famille de Caballero s'inquiéta de la dépense ; les moines répondirent que pour le grand conseiller de Castille « mort pauvre », ils réclamaient l'honneur de déployer, aux frais du couvent, les pompes de l'Église. Et la foule de toutes classes se porta aux funérailles, manifestant par sa présence sa gratitude, par son émotion ses regrets.

Le même sentiment unissait les cœurs contre la Cour devenue persécutrice, maladroite, exaspérée et exécrée. Chaque circonstance paraissait bonne pour le dire bien haut : quoique beau-frère du prince de la Paix, le cardinal de Bourbon de qui dépendait, comme archevêque de Tolède, le chanoine Escoïquitz, offrit au Roi sa démission, afin de protester contre la prison imposée à son archidiacre ; et le chapitre retira son titre et son traitement « d'avocat pensionné » à M. d'Argumosa qui avait craint et refusé de défendre Escoïquitz. — Joven de Salas, l'avocat du duc de l'Infantado, refusa

les honoraires que lui présenta la duchesse : il avait rendu justice à l'innocence, et se trouvait récompensé par l'estime de ses concitoyens.

Au lieu de comprendre la force de cette réprobation unanime, Godoy s'entêta dans sa résistance solitaire. Sa dernière manœuvre fut, la veille de la sentence, de promettre la clémence royale pour les accusés, s'ils étaient condamnés à la peine capitale. Le lendemain on apprit avec stupeur que le Roi passait outre à l'absence de jugement et portait de lui-même une condamnation : privés de tous leurs grades, emplois et ordres, l'Infantado était exilé à Ecija, d'Orjas à Valence, Ayerbe dans l'Aragon, San Carlos à soixante lieues de la résidence royale, tous les domestiques du prince des Asturies à quarante lieues de Madrid.

Le chanoine Escoïquitz se trouvait relégué près de Cordoue, au couvent d'El-Pardon, avec l'obligation d'assister à tous les offices religieux de la communauté; le ministre de grâce et justice avait mission de le lui annoncer en termes particulièrement vifs (1). — Ces mesures de rigueur si contraires aux vœux des juges échauffèrent extraordinairement les esprits, et causèrent une douleur profonde aux vrais Espagnols. Les paroles les plus acerbes atteignaient le généralissime prudemment cantonné dans son palais de Buena Vista, et aussi la Reine, dont les colères, les évanouissements, les accès furieux effrayaient la Cour en épouvantant le Roi. Chacun vivait dans une atmosphère d'énervement, de trouble

(1) « S. M. a vu avec la plus grande indignation combien V. S. a travaillé pour corrompre et séduire le cœur de son fils, en l'éloignant des idées de la bonne morale et de l'Évangile. Ayant plus d'égard pour l'état de V. S. que pour sa personne, S. M. a résolu de vous envoyer au monastère de Pardon, avec défense d'entrer à Madrid ni autres lieux de séjour de la Cour, pour y apprendre à bien vivre et à mourir en bon chrétien et ecclésiastique... Ce que je communique à V. S. pour son accomplissement. » Marquis Caballero, 27 janvier 1808, vol. 673, fol. 87.

et de crainte, rejetant la responsabilité de jour en jour plus lourde, sur les épaules du favori; et il fallait tout l'optimisme d'un agent décidé à accepter sans conteste les versions officielles pour permettre au chargé d'affaires de Prusse, M. Henry, d'écrire à son maître :

Son Altesse Sérénissime le prince de la Paz manifeste un grand contentement d'avoir réussi à déterminer S. M. C. à user de clémence envers les coupables (1).

M. de Beauharnais, placé pour mieux voir, voyait mieux aussi : il écrivait sans cesse l'impopularité de Godoy, chargeant plutôt sa palette de noires couleurs, afin de présenter, en contraste, le riant tableau d'une régénération de l'Espagne par la main du tout-puissant Napoléon « béni, attendu comme un libérateur ». Il aimait à propager cette créance et croyait satisfaire à ses devoirs « en faisant connaître le héros qui nous gouverne, comme un Dieu tutélaire et protecteur ».

De Paris on envoyait les meilleurs agents, les plus fines mouches de la diplomatie secrète pour vérifier ces assurances, observer avec exactitude, noter l'état des esprits, connaître les forces du royaume, afin de préciser le moment opportun (2).

En vérité chacun était mal à l'aise : Napoléon demeurerait perplexe et variait ses desseins avec la mobilité d'une volonté qui nie l'obstacle. — Beauharnais désorienté se perdait en conjectures pour deviner, afin de la suivre, la pensée de l'Empereur. — Sortant d'une grande peur, Ferdinand restait mal rassuré. Ses amis exilés attendaient anxieusement un nouveau tour de roue de la Fortune. — Les Espagnols sentaient un danger planer sur la patrie, qu'il vint de la faiblesse du monarque ou de l'audace de l'étranger. — Contre son

(1) 1^{er} février 1808, vol. 673, fol. 3.

(2) Instructions à l'agent secret Blondel, 6 février 1808. *Appendices*, VIII.

ennemi, Godoy perdait une partie où il avait joué gros jeu. — Marie-Louise partageait son ressentiment et portait tout le poids d'un cœur ulcéré, peut-être par le remords, certainement par l'insuccès. — Charles IV lui-même était privé de sa quiétude habituelle : sur les grands talents du généralissime de légers doutes naissaient dans son esprit; à peine se remettait-il d'avoir cru son propre fils coupable; sa consolation était de donner l'exemple du sacrifice : par une infraction pénible à l'ordonnance des déplacements royaux, la Cour n'avait point paru à Madrid pendant le mois de janvier, alors qu'elle en gardait la coutume depuis trente ans et plus : de l'Escurial elle était allée s'installer tout droit à Aranjuez. Dans sa sagesse Charles IV l'avait ainsi décidé. L'Espagne était-elle en droit de lui demander davantage?

CHAPITRE V

MURAT LIEUTENANT DE L'EMPEREUR

(1808)

Partage futur de l'Europe entre l'Empereur et le Tsar. — Date des premiers projets de Napoléon sur l'Espagne. — Il exige d'elle un « secours » militaire et veut, en l'intimidant, se dégager de ses propres promesses. — Pour en faire une compensation éventuelle il enlève à la reine Marie-Louise le royaume d'Étrurie. — Il repousse l'alliance matrimoniale du prince des Asturies et recule l'exécution du traité de Fontainebleau. — Mission de Vandeuil à Madrid pour porter ces injonctions. — Le grand duc de Berg est nommé « Lieutenant de l'Empereur ».

Murat entre en Espagne avec une armée. — Occupation par surprise de Pampelune, Barcelone, Saint-Sébastien. — Voyage d'Isquierdo à Madrid et à Paris. — Murat arrive dans la Castille.

Projets de fuite de la famille royale. — Effervescence populaire pour empêcher le départ. — Émeute d'Aranjuez (17 mars). — Godoy est saisi, blessé, emprisonné. — Terreur et abdication de Charles IV. — Conciliabules de Murat avec la famille royale. — Mission du général Monthyon. — Brillante entrée de Murat à Madrid (23 mars). — Entrée triomphale de Ferdinand (24 mars). — Napoléon attend les événements pour se prononcer. — La lettre apocryphe du 29 mars. — L'Empereur offre la couronne d'Espagne à son frère Louis, dès le 27.

Le « règne » de Ferdinand VII. — Maladresses de Beauharnais. — Murat reçoit l'épée de François I^{er}. — L'Empereur envoie Savary chercher Ferdinand. — Le prince part et attend à Vittoria. — Il est enlevé et conduit en France. — Murat envoie également Charles IV, la Reine et le prince de la Paix.

I

A partir de 1808 l'Espagne est l'entrave qui gêne tous les mouvements de Napoléon. Dès qu'il regarde la Vistule ou

l'Elbe, ou seulement le Rhin, la nécessité l'oblige à tourner la tête en arrière vers l'Ebre, le Douro et le Tage. Sa faute le paralyse, il en éprouve une déception d'autant plus amère, qu'ayant su prévoir le danger, il avait cru avoir tout fait pour l'écarter. Dans les pourparlers de Tilsitt, les mots les plus graves devaient être ceux qui ne furent pas prononcés. La paix avait été scellée sous la convention tacite qu'Alexandre et Napoléon se partageaient le vieux monde. En jetant les terres du Sultan sous le sabre du Tsar, l'Empereur estimait avoir acheté le droit de découper l'Occident à sa guise; s'il permettait à la Russie d'ouvrir un œil de convoitise sur la Finlande et les Principautés danubiennes, c'était à condition de la rendre aveugle pour ses propres annexions. Occupée au nord contre la Suède, au sud contre la Turquie, elle n'aurait pas le loisir de beaucoup songer à la destinée de la lointaine Espagne. De se revoir, les deux souverains avaient échangé la promesse; Alexandre seul était peut-être désireux de la tenir; son « bon frère » éprouvait quelque gêne à une entrevue, il préférerait beaucoup n'y arriver que la besogne achevée et les mains pleines. On aurait alors parlé de la fatalité des événements, des faits accomplis; la langue diplomatique a des ressources merveilleuses pour ces conversations mélancoliques. Mais, examiner, avant leur exécution, de tels desseins, ne laissait pas que d'être désagréable, et, malgré l'exemple de la Pologne, la convoitise d'un Corse redoutait les scrupules d'un Slave. Pendant tout l'hiver de 1807-1808, Napoléon élude donc l'entretien; en réalité il est trop occupé pour avoir le loisir de courir en Allemagne; mais serait-il libre, qu'il saurait inventer des prétextes à reculer l'échéance du voyage. Au mois de septembre seulement on ira à Erfurth, et les faits auront parlé assez haut pour rendre toute récrimination superflue. Il fallait tenir en haleine la bonne volonté de son allié. Dans un cercle de la Cour, au mois de janvier, Napoléon prit à part l'am-

bassadeur russe, le comte Tolstoï, et, sans lui révéler qu'à la même heure, le cabinet des Tuileries garantissait sous main à la Porte ottomane la continuation d'un armistice, il agita devant lui le leurre de la Moldavie et de la Valachie. Désormais il ne fera plus un pas en avant de l'autre côté des Pyrénées sans parler des ambitions de l'Angleterre et des agrandissements de la Russie. Comme ses procédés de gouvernement, les moyens diplomatiques du grand homme étaient extrêmement simples. — Ayant tout lieu d'être tranquille, au nord, rassuré sur l'Europe qui, pour cause, paraissait endormie, il concentra sa pensée sur la péninsule.

A quelle heure ont commencé ses projets d'annexion et de conquête?

Dès le printemps de 1805, s'il faut en croire M. de Barante, dont les *Souvenirs* nous apportent un témoignage extrêmement net et précis (1); vers la fin de 1806, selon M. Pasquier, et sous l'inspiration de Talleyrand, dans la poursuite de ces rêveries historiques qui eussent fait répéter à la lettre le mot de Louis XIV, pris comme exemple : « Plus de Pyrénées (2). »

Entraîné à n'être jamais satisfait, la pensée lui vint de placer tout autour de lui ses frères, satellites de son propre empire; et sa *Correspondance* prouve qu'il n'entendait trouver, sans trop de responsabilité, que des agents d'exécution. Voisine de la France, l'Espagne, comme la Hollande, les Provinces rhénanes, la Suisse, l'Italie, devait être le rempart élevé aux dépens des tributaires. Depuis huit ans, le vieux royaume de Charles-Quint, en allié docile, lui donnait, dans la limite de sa pénurie, hommes et argent. Que lui prendre de plus, sinon la couronne? Pour remplacer le roi de la dynastie renversée, Napoléon avait sous la main tout un jeu de monarques de rechange. — Faut-il ajouter le contentement de substituer

(1) T. I, p. 137.

(2) *Histoire de mon temps*, t. I, p. 329.

un Bonaparte au dernier représentant de la maison de Bourbon? Sur ce contraste, on a brodé des développements faciles. Ce raffinement, inutile à ses plans, ne paraît pas très véridique. Le mot : « Avant dix ans, ma dynastie sera la plus ancienne de l'Europe », semble plus près de la vérité : il correspond à son caractère, à sa superbe, à son ambition.

Qui voudra bien étudier de près les événements, du mois de juillet 1807 au mois de mars 1808, suivra la progression constante des espérances, des prétentions de Napoléon. C'est le prince des Asturies, dans la solitude de son inactivité, qui rêve un mariage avec une parente de l'Empereur, afin de se donner, contre son adversaire Godoy, un avantage et un appui. D'abord surpris, Napoléon ne repousse pas la tentation; son silence ne l'engage en rien. C'est peut-être l'occasion souhaitée; elle ne saurait, d'ailleurs, porter ses fruits qu'à longue échéance. Il envoie précisément des troupes en Portugal; il a obtenu de leur faire traverser l'Espagne; la porte est entre-bâillée; par cette ouverture, qu'il élargira d'un coup d'épaule silencieux, il va pousser ses bataillons. Le filet d'eau glisse sans bruit sur le sable, enveloppe lentement les grosses pierres, les déchausse, étend sa nappe dormante, creuse le trou, l'emplit, se gonfle et déborde, tombe en cascade bruyante avec l'irrésistible poids de sa hauteur et la vitesse de son élan.

La décision prise, le conquérant l'exécute avant même de la faire ratifier, c'est sa méthode; et quand, le 27 octobre 1808, il signe à Fontainebleau le traité qui l'autorise à diriger 25,000 hommes à travers la Navarre, la Castille et le pays de Léon, il y a exactement neuf jours que ses têtes de colonne ont déjà franchi la Bidassoa.

Mais voici que la tentation augmente, et sa force morale n'est pas assez solide pour y résister. L'arrestation du prince des Asturies offrait un avantage et un danger. Le danger,

c'est l'enquête; fatalement, on croira apercevoir la main de l'Empereur dans le projet de mariage. L'avantage, c'est l'avilissement commun du Roi et de son héritier. Un objet qui tombe, fût-ce une couronne, on le ramasse. Ce ne serait donc plus la puissance en expectative chez un allié obéissant, mais la possession immédiate de son patrimoine. L'horizon de Napoléon s'élargit; il n'a pas fait naître l'occasion, il ne sera pas assez maladroit pour la repousser. Dès lors, deux nécessités, l'une facile, l'autre périlleuse : arrêter le procès et occuper les places fortes. Le penser, le vouloir et l'exécuter, c'est même chose.

Ah! qu'il était bien comme Cromwell, ne laissant rien à la Fortune de ce qu'il pouvait lui enlever par conseil ou par prévoyance! A Trafalgar, pour notre cause, la flotte de l'Espagne avait été détruite. Son armée restait intacte, mal organisée peut-être, sous des chefs souvent médiocres, mais avec des soldats rompus à l'endurance et capables de fermeté (1). Sans le briser, Napoléon prétendit tourner l'obstacle. Éloigner ces troupes lui parut une habileté hardie. L'inconcevable levée de boucliers de Godoy en octobre 1806 avait attiré son attention; il voulut confisquer à son profit ces armements inconsidérés; habilement interprété, l'article 3 du traité d'Aranjuez (27 juin 1796) lui donnait cette faculté (2); il en usa. C'est alors que dès le 15 décembre 1806, sur son ordre, Talleyrand demanda au cabinet de Madrid un «secours» de 25 canons, 4,000 cavaliers et 10,000 fantassins. L'avantage que retirerait l'Espagne de cet escamotage était même énoncé: cela lui « formerait des soldats ». — Après les avoir envoyés au plus loin de leur pays, dans les îles du Danemark, Napoléon se souciait peu de leurs actes immédiats, mais il ne les oubliait pas. Nous le voyons, le 19 janvier 1808, auprès de Ber-

(1) Général Foy, *Histoire des guerres de la Péninsule*, t. II, p. 242.

(2) Voir : *l'Ambassade française en Espagne pendant la Révolution*.

nadotte, sous les ordres de qui elles sont placées, s'inquiéter de leur esprit : « Sont-elles amies du prince de la Paix ou du prince des Asturies? (1) »

Par une même prévoyance ironique, il voulut tenir toute prête une compensation territoriale pour les princes espagnols au jour de leur chute. Il est vrai que ce dédommagement ne lui coûterait guère, puisqu'il dépouillerait la fille pour couvrir éventuellement le père : car ce fut le royaume d'Étrurie qu'il choisit pour ce troc fallacieux. — A sa très profonde surprise, le 23 novembre 1807 la jeune reine régente Marie-Louise apprit donc, par M. d'Aubusson ministre de France à sa cour, qu'elle avait « cédé en toute propriété et souveraineté » ses États à S. M. l'empereur Napoléon. Quelques jours après dix mille hommes de troupes françaises entraient à Florence; la Reine en sortait à la même heure. Puis une « députation » toscane, choisie parmi les « esprits souples, subordonnés aux circonstances », se rendait à Milan supplier l'Empereur d'accorder leur réunion au grand Empire. Le monarque accueillit leur vœu avec bienveillance. Il aurait donc un trône à offrir à Charles IV, si les circonstances l'obligeaient à le faire descendre du sien. L'intimidation suffirait. Deux lettres fort sèches et montrant de la mauvaise humeur sans en dire la cause (2) furent confiées à M. de Vandeul pour être portées à Aranjuez : une « alliance » avec le prince des Asturies était définitivement écartée, et renvoyés à une époque incertaine les maigres avantages stipulés par l'Empereur dans le traité de Fontainebleau « que l'on ne saurait d'ailleurs faire connaître, les affaires n'étant pas encore assez avancées ».

Beauharnais accueillit bien Vandeul et, sans qu'on devine pourquoi ce lyrisme, le traita d'abord « en père qui retrouve ses enfants »; puis s'avisant que ce subordonné

(1) *Correspondance*, t. XVI.

(2) Toutes deux du 10 janvier 1808, *Correspondance*, t. XVI.

pourrait bien être un surveillant de sa conduite, il demeura sur la réserve et « n'entra avec lui dans aucune explication ». Il prit les lettres impériales et alla les porter lui-même au Roi. Il trouva le monarque fatigué, la figure altérée, le corps las; la Reine, habituellement présente à ces audiences diplomatiques, ne s'y trouvait point. Charles IV parut ému : « Ambassadeur, vous connaissez mon cœur, mes sentiments; toujours les mêmes, toujours. » Il laissa échapper ces paroles : « Ces maudites tracasseries! Ah! » et se reprenant, comme si cette expression ne fût pas sortie de sa bouche : « Je vais répondre à l'Empereur. Je lui suis toujours très attaché (1). » — Arrivé le 1^{er} février, Vandeul emportait les deux réponses de Charles IV, huit jours après. La chancellerie paresseuse de Madrid était sortie de ses traditionnelles habitudes. Le coup avait certainement porté. — Comme tous les « courriers » de l'Empereur, Vandeul avait eu mission de regarder sur sa route (2); il notait ainsi ses impressions : l'entrée des troupes françaises en Espagne a consterné Godoy et la Reine; il a donné espoir aux Espagnols qui attendent un changement, et tiennent à leur monarchie, mais pas à leur monarque. Le mariage du prince des Asturies avec une personne désignée par l'Empereur occupe tous les esprits à Madrid; que ce soit une fille de Lucien, ou Mlle Tascher de la Pagerie, ou toute autre on y voit la chute de Godoy, et avec la France l'alliance affermie (3). — Le rapport de Vandeul confirmait une fois encore les projets de l'Empereur : les Espagnols ne savent pas bien ce qu'ils espèrent de moi, et je ne sais pas exactement ce que je vais faire d'eux; mais on m'at-

(1) Dépêche de Beauharnais, 3 février 1808, vol. 673, fol. 118.

(2) Il avait reçu l'ordre d'être fort expéditif; il le fut. Parti de Paris le 21 janvier à cinq heures du soir, il arrivait le 1^{er} février à Madrid à une heure du matin; les lettres remises le 3 à Aranjuez recevaient une réponse le 7; dans la nuit même Vandeul se remettait en route.

(3) AF IV, 1609.

tend là-bas et j'y puis tout. — La condition essentielle : « la nation veut sauvegarder l'intégrité de la monarchie », lui paraissait suffisamment remplie s'il conservait sous un même sceptre (celui d'un de ses frères) toutes les provinces. Les temps sont accomplis, il ne faut plus que faire avancer les régiments.

Dès qu'on aura peu à peu ligoté d'un cordon de troupes le cadavre de Sa Majesté Catholique, on le portera sans peine à l'Escurial, dans le « pourrissoire ». Trône vacant, trône à moi. Plus de diplomatie : la force. Et à choisir un agent dégagé de la première de ces qualités, brillant dans la seconde, qui prendre de plus vraiment approprié que Murat ? Murat, de qui Napoléon, toujours excessif et brutal, clairvoyant aussi, disait à Roederer : « C'est un héros et une bête (1). »

II

Pour conduire un maladroit, même héroïque, il ne convient pas de lui laisser les rênes flottantes. Murat ne fut qu'un instrument : sur sa vaillance et son dévouement on comptait sans réserve ; de confidences, il n'en reçut jamais. Lourde faute, car, à ne rien savoir, on peut tout compromettre, et un agent d'exécution, suivi de 50,000 hommes, ne saurait bien transmettre des ordres dont la portée lui échappe.

Cette dissimulation fut extrême et quasi puérile. Le 20 février 1808, le grand-duc de Berg avait été aux Tuileries faire sa cour ; Napoléon échangea des paroles de politesse banale, sans un mot de politique. Le soir, Murat reçut du ministre

(1) Conversation du 11 janvier 1809.

de la guerre un pli qui lui annonçant sa nomination de « Lieutenant de l'Empereur » en Espagne, l'invitait à partir pour Bayonne dans la nuit même, muni de deux lettres où des instructions militaires assez circonstanciées, mais fort sèches, lui étaient dictées de la part du maître. On ne commande guère autrement à un sergent de prendre la garde. La discipline était si forte, l'obéissance si absolue, que ce prince souverain monta sur l'heure en voiture, sans rien dire, sans rien demander, sans revoir son impérial beau-frère. État-major, équipages, train de guerre le suivraient comme ils pourraient. Il marchait droit devant lui, sans avoir même la tentation de retourner la tête.

Son obéissance devait être soutenue par beaucoup d'espérance. Sa femme, Caroline, fut la seule avec qui il eut, matériellement, le temps d'échanger une idée; et l'on sait que cette personne de beaucoup de volonté, de très peu de cœur, rêvait d'une couronne. Ce beau royaume d'Espagne lui apparut dans une vision céleste, et si Murat était tout prêt à tirer l'épée pour le conquérir, ils ne croyaient pas, l'un et l'autre, avoir besoin de recourir à ces moyens extrêmes; l'Empereur ne distribuait-il pas des peuples au gré de ses caprices? Qui aurait l'Espagne? Le premier qui y entrerait. Or donc en en route. Très imbue de ces pensées, Caroline poussa son mari, loin de songer à le retenir. Quand et comment serait-elle reine? Elle l'ignorait; mais de le devenir, elle n'en faisait pas de doute. Et la brutalité des ordres de son tout-puissant frère ne se sentait plus : on peut bien courber le dos quand on va relever ensuite si haut la tête. Ne cherchons pas un titre à ce chapitre moderne de la *Légende des siècles*; il est tout trouvé : « Départ de l'aventurier pour l'aventure. »

Sept jours après, le Grand-Duc arrivait sur l'Adour ayant songé en ses heures de route, encore un peu troublé de la précipitation, mais très décidé à exécuter ponctuellement les

ordres de celui qui refaisait la carte de l'Europe. Il demande timidement des instructions; si la banalité des réponses ne le satisfait pas, il n'a garde de le manifester. Son activité se porte sur l'organisation militaire et à parler de ce pays d'Espagne dont il est si près et qu'il va toucher comme un enfant qui saisit son jouet, c'est pour dire que tous les regards s'y tournent vers l'Empereur.

Bayonne voulut joyeusement fêter cet important personnage. La ville offrit à son Altesse Impériale un brillant « ambigu ». Entouré de toute sa maison militaire il s'y rendit vêtu d'un uniforme blanc galonné d'or. Sous le poids des assistants le plancher s'écroula; au milieu de la foule effarée, le Grand-Duc saisit d'une main vigoureuse la balustrade d'une loge, et attendit entre ciel et terre qu'on vînt le secourir, tenant toujours sa danseuse suspendue par la taille. — Episode symbolique de la vie toute en fanfare de Joachim Murat. Pour ce cadet de Gascogne, l'existence fut une grande salle de bal que l'on traverse en costume de parade, et où l'on déploie tantôt sa grâce, tantôt sa force, jusqu'à la catastrophe finale où disparaît dans les cris et la poussière l'aventureux et brillant héros de la tragédie.

Le 7 mars au soir, il sortait de Bayonne. Dans la nuit, sa voiture le porta jusqu'à la Bidassoa. C'était la vieille limite des deux empires. Quand les brouillards du matin se furent évanouis et qu'un premier jet de lumière eut glissé sur les cimes de la montagne, Murat embrassa d'un œil ardemment curieux le pays qui s'ouvrait à ses pieds. L'aube naissante lui découvrait des plaines moins vastes que les horizons de son rêve : des vallées, des collines, des champs, des bois. Ce n'était point sur quoi portait son regard : il fixait un royaume. La tête tendue, le corps droit, il s'était arrêté, comme si une invisible main l'eût cloué au bord de ce nouveau Rubicon. Certes, il n'avait ni hésitation ni crainte, mais

un sentiment profond envahissait cette nature impressionnable; en un instant, il repassait les années écoulées : de l'auberge paternelle à ce chemin de l'Escorial, et au milieu du cliquetis des sabres, du roulement des caissons, du bruissement des baïonnettes, en un concert où les cloches argentines des églises cachées dans les gorges de la montagne égrenaient les tintements de l'*Angelus*, montait une rumeur confuse criant au cœur plus qu'à l'oreille de ce nouveau Macbeth : « Tu seras roi ! » Ce ruisseau, c'était la frêle et ondoyante barrière le séparant encore d'une couronne. Comme le *conquistador* des chevauchées antiques, il s'affermait sur ses étriers et, d'un galop joyeux, entra dans cette terre promise.

Le pays formait un cadre à ses riantes pensées. Dans cette vallée qui mène à Tolosa, au flanc des collines étagées, les premières fleurs des pommiers jetaient des bouquets roses sur la fraîcheur de la verdure; les ondes de l'Oria, animant les moulins et les forges, courant sous de petits ponts de pierre, tombaient en cascades, s'épanouissaient en écume. Entre la France qu'il venait de quitter et l'Espagne, nul contraste : ces deux moitiés de la terre basque offrent les similitudes d'une nature et d'une race fraternelles. Les populations du Guipuscoa sont accueillantes; sans défiance de l'avenir, croyant recevoir des alliés, elles se mettaient volontiers en fête, l'oreille fermée aux pessimistes qui demandaient si l'amitié des peuples se traduit par la descente de si gros bataillons. Au reste, l'ordre de tout payer et de tout respecter était scrupuleusement suivi dans l'armée française et rien ne donnait lieu à troubler l'harmonie.

On peut demander comment ce peuple espagnol, qui devait défendre son indépendance avec une si farouche énergie, laissait prendre ainsi les clefs du royaume. Les choses humaines ne sont jamais simples. Grâce à l'équivoque de

« l'alliance », depuis l'automne de 1807, on avait vu passer bien des convois pour s'en aller en Portugal. A ces provinces mal instruites des secrets de Madrid, le sort de la monarchie ne paraissait pas en jeu. Vaguement, la présence de forces étrangères semblait menacer le gouvernement, c'est-à-dire Godoy, dont on souhaitait la chute; on n'allait pas arrêter la marche des « libérateurs »; car c'est sous ce titre et dans cet espoir que Murat recevait les compliments des alcades, passait sous des arcs de triomphe, entendait sonner les cloches des villages et acclamer le nom de Napoléon. Ses illusions s'en accrurent beaucoup; de bonne foi il voulait faire partager à l'Empereur des impressions qui le ravissaient. Et sa confiance devenait si grande qu'elle étouffait ses premières et bien légitimes inquiétudes sur lesquelles il faut revenir pour comprendre les événements qui vont suivre.

Si, en effet, l'abord gracieux et la mâle prestance de Murat lui attiraient les bravos populaires, l'élan était circonscrit et tout autour de lui l'effervescence patriotique devenait grande. Les instructions de l'Empereur n'étaient précises que sur un point : il devait s'emparer des places fortes de la frontière. En pénétrant en Espagne, il avait trouvé la question pleinement engagée. Dès le mois précédent, débouchant par les deux fissures de la montagne, à l'ouest en Navarre, à l'est en Catalogne, nos troupes, « alliées » de Charles IV, s'étaient de suite glissées jusqu'aux remparts de Pampelune et de Barcelone. L'Empereur l'avait dit : vite et sans bruit.

A Pampelune, la brigade Darmagnac se cantonna sur les glacis. Le général, après avoir salué les autorités, demanda un logement qu'il fixa en face de la principale entrée de la forteresse. Ses régiments recevaient leurs vivres des magasins espagnols; chaque matin, une longue corvée allait les chercher à la porte du château. Le 16 février, au petit jour,

soixante hommes de distribution arrivèrent sans éveiller l'inquiétude; ils feignirent, en attendant l'heure, de jouer avec la neige tombée en abondance cette nuit-là, se débandèrent en riant, s'approchèrent du pont-levis, s'y massèrent, entourèrent la sentinelle surprise, désarmèrent le poste, pendant que cent grenadiers, cachés dans la maison de Darmagnac, accouraient au signal pour leur prêter main-forte. Un bataillon du 47^e, tenu sous les armes dans le voisinage, les suivit; la citadelle était prise, « par un moyen très adroit », a dit M. Thiers. Le vainqueur donnait à sa conduite une épithète plus juste : en rendant compte de son coup de main, Darmagnac écrivait au ministre de la guerre : « Ce sont là de vilaines missions. » Une *mission*, en effet : elle lui venait directement de l'Empereur qui avait, trois semaines à l'avance, ordonné la trahison (1).

A Barcelone, le général Duhesme avait été accueilli, lui aussi, en passager. Les 7,000 hommes de son contingent italien se répandirent dans les faubourgs. On lui accorda, par courtoisie, à côté du corps de garde de la citadelle, un poste de police français. Le lendemain, c'était le lundi de carnaval, les soldats espagnols descendirent, en fête, dans la ville. Le général italien Lecchi avait ordonné une parade, précisément au pied du chemin de ronde de la citadelle. Pendant que l'on exécute diverses évolutions, il monte brusquement jusqu'à la poterne, arrête sans affectation son escorte sous la herse qu'on ne peut plus baisser; le poste français, pour lui rendre les honneurs, forme une haie où se glisse un bataillon qui l'a suivi, tout débouche dans la cour et entoure le gouverneur espagnol descendu au bruit. On ferme aussitôt les portes et

(1) « ... Le général Darmagnac, arrivé à Pampelune, prendra possession de la place et, *sans faire semblant de rien*, il occupera la citadelle et les fortifications, en traitant avec la plus grande courtoisie le commandant et les habitants. » — Napoléon au ministre de la guerre, 28 janvier 1808.

on refuse de les ouvrir aux soldats isolés qui se présentent pour rentrer au quartier.

Au fort de Monjuich, qui domine la ville de l'autre côté, le colonel Alvarez fut moins confiant : étonné de voir s'approcher de son pont-levis des hommes en armes, il fit lever les chaînes. Mais Duhesme avait massé là un régiment; changeant d'attitude, il prévint le comte Espeleta, capitaine général de la Catalogne, qu'il était prêt à user de la force, si sa troupe ne recevait là-haut « l'hospitalité ». Pour éviter une collision dont il n'osait prendre la responsabilité contre des « alliés », l'officier espagnol ordonna de nous livrer passage. Les défenses de Barcelone n'existaient plus pour nous.

A droite et à gauche de la frontière, nous nous trouvions donc, sans coup férir, dans des positions défensives très fortes; mais on comprend au prix de quelle animosité soulevée dans le cœur des populations.

Murat en avait eu les premiers échos. Toutefois, au moment de s'enfoncer dans le pays, pour ne pas laisser sur son flanc droit une place qui pût lui barrer le retour, il voulait occuper Saint-Sébastien, comme les autres avaient fait de Pampelune et de Barcelone. Il prétexta la nécessité de cantonner dans les villes ses malades et ses dépôts, et l'écrivit au gouverneur des provinces basques. Celui-ci était le fils du duc de Mahon, Louis de Crillon, entré, tout enfant, au service de l'Espagne (1); son refus fut d'un soldat d'honneur et d'esprit : « Puisque Votre Altesse veut bien m'exprimer le désir de connaître un descendant de Crillon, elle ne trouvera pas mauvais que je me conduise en pareille circonstance comme il

(1) Louis-Antoine de Crillon, duc de Mahon (1775-1832), né à Paris du premier mariage du duc de Mahon; Grand d'Espagne, chevalier de Malte, colonel (1793), maréchal de camp (1795), gouverneur de Tortose (1803), commandant général du Guipuzcoa (1807). Rallié au roi Joseph qui le nomma lieutenant général et capitaine général de la Navarre (1808). Revint en France en 1811. Lieutenant général (1824), chevalier de Saint-Louis (1826).

eût fait. » Sachant n'avoir devant lui qu'une garnison de 1,500 hommes dont il se promettait « de faire bonne raison en cas de refus » (1), Murat insistait, parlait de bonne harmonie, prenait sur lui toute la responsabilité (2). Crillon, dans « sa position cruelle et critique », pour « la stricte observance des lois militaires inséparables de l'honneur », dépêchait un courrier demander les ordres de son gouvernement. Le grand-duc de Berg se prêtait à cet « enfantillage » : — « J'ai pensé que l'essentiel était l'occupation de la citadelle. » Napoléon l'estimait aussi; sa réponse montre sa satisfaction et ses craintes : « Je vois avec plaisir que l'affaire de Saint-Sébastien a bien fini. La moindre hostilité sur ce point m'eût été très désagréable. » — Il n'avait pas à la redouter de Madrid où le prince de la Paix répondit aussitôt de rendre la place *amigablemente* (3).

Le malaise moral que ressentit d'abord Murat se dissipait devant les salutations de la ville de Vittoria; il envoyait en avant-coureur, à Madrid, le « beau » Solignac pour voir et être vu, prendre langue et sonder Godoy; il entra à Burgos, s'y installait et, impatient de connaître l'effet produit par son arrivée sur la cour d'Aranjuez, expédiait un second messager, son aide de camp La Vauguyon, sous le prétexte, en vérité un peu puéril, de se procurer « une bonne carte ».

Par une lettre quotidienne assurant l'Empereur de sa fermeté et de son zèle, il n'imaginait pas d'autre adversaire sérieux que le prince de la Paix. Témoignant au moins en cela beaucoup d'ingratitude, et oubliant la demi-complicité qui les liait, les lettres échangées, les témoignages répétés, et même les cadeaux reçus, comme ces deux chevaux « couleur de pêche à crinière et queue blanches » envoyés, avec un trou-

(1) AF IV, 1605, 1^{er} dossier, n° 11.

(2) Murat au duc de Mahon, 4 mars 1808.

(3) 3 mars 1808, *Archives du duc de Polignac*.

peau de mérinos, à la « Ménagerie » de la grande-duchesse de Berg, « son très cher épouse » (1).

Un esprit moins résolu à tout voir en beau dans une entreprise qui menait à la couronne aurait éprouvé quelque soupçon de cette popularité reposant sur l'équivoque; mais le Grand-Duc se sentait fort de la force de ses régiments et, grisé déjà de triomphes faciles, ne parlait de résistances que pour les briser. Si le prince de la Paix enfin se montrait hostile, Murat « souleverait toute l'Espagne contre lui »; et le moyen qu'il indiquait prouve l'enfantillage de ses conceptions, la naïveté de sa phraséologie et son ignorance du pays où il était appelé à agir, selon lui à régner : « J'opposerai, disait-il, les prêtres aux moines! »

Les coups de couteau que, presque chaque nuit, à Barcelone, nos troupiers isolés recevaient d'une population surexcitée jusqu'au délire, ébranlaient un peu son optimisme. Napoléon gardait tout entier le sien. Il entrevoyait la réalisation de la conquête et, pour la première fois, laissait percer cette éventualité auprès de ses correspondants : « Mes troupes sont à trente lieues de Madrid, écrivait-il au prince Eugène, le 10 mars, et il se prépare des événements importants. »

De quelle nature, de quelle importance? Il eût été embarrassé de préciser exactement lui-même; mais il se complaisait à juste titre dans l'ascendant de sa volonté pour avoir raison de ces faibles monarques. La pensée de les voir face à face, pour les dominer de son regard, les subjuguier de sa parole, lui paraissait naturelle. Déjà, au mois de mars 1807, il voulait ainsi trancher la difficulté et attirer Charles IV à Bordeaux, loin de son milieu, loin de ses Conseils, pour « terminer les affaires » (2). C'était prévoir et avancer Bayonne

(1) Lettre du prince de la Paix, 5 octobre 1807. AF IV, 1680.

(2) *Archives Woronzow*, XXVII, 355.

d'une année. Une fuite d'Espagne, un établissement outre-mer, laisserait tout en suspens, et la péninsule garderait au flanc une plaie ouverte que l'Empereur des Français viendrait cicatriser. Mais cette combinaison par ricochet, il ne la souhaitait plus. Ayant paralysé la Cour par des menaces, endormi le peuple par des espérances, il voulait maintenant exercer une nouvelle pression sur Charles IV de tout le poids des faits acquis et des moyens disparus. Matériellement maître de la rive gauche de l'Ebre, il osait bien, pour la forme, en réclamer la possession définitive. Il avait envoyé à Madrid l'agent que Godoy entretenait à Paris : Isquierdo.

Ce dernier, suffisamment impressionné par ses conversations avec Duroc et Talleyrand, devait semer dans l'esprit de sa Cour l'effroi qu'il ressentait lui-même et la désespérance que les exigences nouvelles de Napoléon lui inspiraient sur le sort de sa patrie. Godoy demeura atterré; il voulut tenter un suprême effort, tant l'iniquité des procédés et l'injustice des prétentions paraissaient laisser de prise aux réclamations. Isquierdo se remit en route pour protester contre les trahisures de Pampelune et de Barcelone (1). Il lui fallut se contenter d'un dédain méprisant, et quand il obtint, le 23 mars, quelque apparence d'éclaircissements, on lui fit comprendre qu'il ne s'agissait déjà plus de villes prises ou de provinces occupées, mais du sort même de la monarchie; l'Empereur songeait à « régler une fois pour toutes la succession au trône d'Espagne » (2). Pour que tout fût ironie du sort dans cette triste aventure, la dépêche où il parlait, en rougissant, de détacher quelques fleurons de la couronne n'arriva

(1) Isquierdo, après de longs entretiens à Aranjuez, avec le Roi, la Reine et le prince de la Paix, était reparti pour Paris le 11 mars 1808. Une dépêche de Beauharnais à Champagny (12 mars) avait dénoncé son voyage en termes fort désobligeants (vol. 673, fol. 327, 330 et 331).

(2) Dépêche d'Isquierdo, vol. 673, fol. 407.

à Aranjuez que lorsque cette couronne était déjà brisée (1).

Murat ignorait tous ces détails diplomatiques; il continuait sa marche sans obtenir de l'Empereur une réponse sérieuse à ses incessantes questions. « Dites que mes ordres vous ont conduit en Espagne pour passer la revue de mes troupes, dont vous ignorez la destination. — Si je ne vous dis rien, c'est que vous ne devez rien savoir. » Sa crainte était maintenant de ne plus trouver à Aranjuez la famille royale. La dose d'effroi qu'on avait voulu lui donner semblait avoir été trop forte; il avait été dangereux, pour se servir d'une expression de Napoléon, « d'effaroucher ces gens-là ». La peur de Godoy, partagée par la Reine, avait gagné le Roi; et, comme chez tous les cœurs faibles, reculer le danger leur paraissait le conjurer : ils songèrent à fuir.

A chaque moment Murat recueillait, et les envoyait à Paris, les témoignages des préparatifs de départ. Où iraient les princes? A Séville, organiser, derrière la barrière des Sierras, une résistance? Résolution fâcheuse. Mais s'ils poussaient jusqu'à Cadix et s'embarquaient, malgré notre escadre embossée dans le port, quelle complication morale! La violence apparaissait aux yeux de tous; la fidélité espagnole se révoltait, les ennemis de l'Empire tiraient un argument nouveau de cette annexion nouvelle; nulle contrée ne paraissait plus à l'abri d'un envahissement; le sentiment du danger volait jusqu'à Saint-Pétersbourg. L'exemple trop récent de la maison de Bragance, cinglant des quais de Lisbonne vers la terre du Brésil « pour se séparer par la mer du fléau qui consumait l'Europe (2) », serait fâcheusement aggravé si la famille royale d'Espagne passait dans ses colonies d'Amérique. Les Anglais guettaient l'occasion de recueillir ces

(1) Le Portugal serait cédé à l'Espagne qui céderait à la France toutes ses provinces au nord de l'Ebre.

(2) Metternich.

nouvelles épaves de l'ambition de l'ennemi commun; leurs vaisseaux croisaient devant les ports de l'Atlantique, prêts à coopérer à ce sauvetage des Bourbons.

Ces pensées troublaient Murat, et s'il poussait devant lui, ce n'était plus sans inquiétude (1). Parti de Burgos, il traversait Aranda del Duro, Frenillo de la Fuente, Castillejo. Il venait d'arriver, le 19 mars, dans ce petit village, au pied des défilés de Guadarrama, la dernière barrière avant la capitale, quand les courriers lui apportèrent le récit d'une émeute qui n'était rien moins qu'une révolution. Les Espagnols l'ont appelée le *Motin* d'Aranjuez.

III

L'effervescence gagnait Madrid à l'approche de l'armée française. Aujourd'hui Godoy était le traître, comme hier il était le tyran. La concentration d'un corps espagnol au sud de la ville paraissait une précaution si tardive que les patriotes accusaient hautement le favori de connivence avec Napoléon. Le départ possible du Roi était considéré comme la suprême défaillance, car c'était seulement mettre en sûreté, au prix de l'honneur de la couronne, la vie et la fortune du prince de la Paix.

Cette idée de passer en Amérique n'était pas très nouvelle en Espagne : jadis on l'avait émise devant Philippe V quand la fortune lui paraissait contraire. Périodiquement, pour

(1) « Sire, si j'apprends que la cour se retire à Cadix ou sur quelque autre point, dois-je la poursuivre? » — Murat à Napoléon. Aranda del Duro, 16 mars 1808. AF IV, 1605, 1^{er} dossier, pièce 40. — ALBERT LUMBROSO, *Correspondance de Joachim Murat* (1791-1808).

masquer les réalités au jour de la fuite, la Cour faisait répandre le bruit d'un voyage de LL. MM. CC. dans les ports de la péninsule (1). Et dès le mois de novembre précédent, des paquets précieux partaient pour une destination inconnue (2).

La croyance populaire voulait que des lingots d'argent fussent portés en Angleterre; et trois banquiers importants de la capitale, don Sanchez Toscano, le marquis de la Cononilla et Michel jeune (3), ayant quitté Madrid à vingt-quatre heures d'intervalle, les gens « bien informés » ne doutèrent plus que ce ne fût pour aller répartir dans les provinces les trésors secrets du généralissime (4). — Enfin Godoy faisait distribuer de l'argent à sa garde particulière et aux suisses; et Beauharnais de remarquer : « avec son *économie* bien connue, cela dénote une grande prévoyance ou quelque inquiétude ». Aux imprudences, le prince joignait des maladresses; et avec la fanfaronnade d'un poltron loin du danger, il disait aux courtisans : « Allons, messieurs, il faut préparer nos bottes pour un long voyage. Nous hésitons si ce sera à Bayonne, à Irun ou à Valladolid, pour nous voir avec *cet homme* et savoir ce qu'il veut (5). »

Selon l'usage, les ordres pour la marche des équipages

(1) Dépêche de Beauharnais, 30 janvier 1808, vol. 673, fol. 104.

(2) « Tous les soirs, depuis quelques jours, on sort de chez le prince de la Paix force ballots et caisses qui sont transportés à dos de mulets *hors de Madrid*. Cette expédition se fait la nuit entre minuit et deux heures du matin. Des sentinelles sont apostées et personne ne peut passer dans l'arrondissement de la maison du prince. Un ecclésiastique rentrant tranquillement chez lui et une autre personne ont été arrêtés. » Beauharnais à Champagny, 30 novembre 1807, vol. 672, fol. 364.

(3) Ce Michel jeune avait des maisons de banque à Madrid et Paris; c'était un protégé de Murat, qui en novembre 1807 l'avait envoyé conférer avec Godoy. Champagny le munissait de recommandations; et Beauharnais se plaignait gracieusement de n'avoir pas reçu sa première visite avant le prince de la Paix.

(4) Beauharnais à Champagny, 15 février 1808, vol. 673, fol. 214.

(5) Bulletin de Beauharnais à l'Empereur, 15 mars 1808, AF IV, 1680.